Spécial : dix bougies pour le RAF

NOTRE AFRIK

www.notreafrik.com

TRIMESTRIEL PANAFRICAIN D'INFORMATION - 13e ANNÉE - N°95 - JANVIER-FÉVRIER-MARS 2024



TCHAD
Le grand virage de Mahamat Idriss Deby

SÉNÉGAL
Une présidentielle indécise

CAMEROUN
Les 10 barons de l'économie

CAN 2023
L'Afrique en fête

République démocratique du Congo

Félix Tshisekedi cible le M23

Le président réélu a placé la sécurité de ses compatriotes au cœur des priorités de son second mandat avec le Mouvement du 23-Mars comme principal adversaire. Les autres chantiers du nouveau mandat de Félix Tshisekedi portent sur l'amélioration du quotidien des Congolais.

Belgique : **5 €** France : **5 €** Royaume Uni : **4 £** Canada : **6 $ CAN** USA: **7 $ US** Cameroun : **3 900 F CFA** Ethiopie : **65 Birr**
Guinée : **30 000 GNF** Zone CFA : **4 500 F CFA** RD Congo, Rwanda, Burundi : **7,5 $ US** Maroc : **40 DH** Tunisie : **4 DT**

AGL

AFRICA GLOBAL LOGISTICS

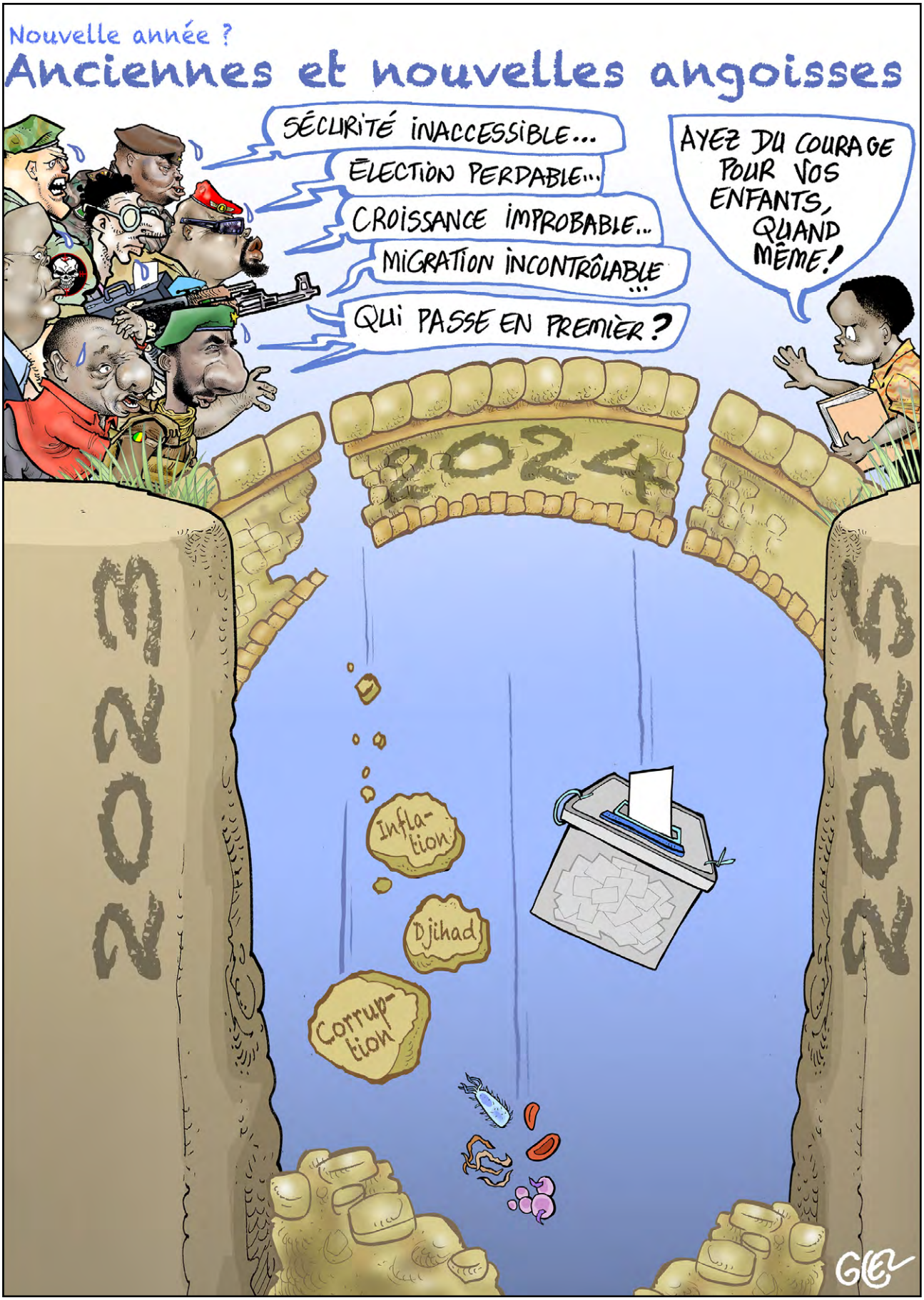
Au cœur des transformations du **Football Africain**

CAF® | TotalEnergies

COUPE D'AFRIQUE DES NATIONS
CÔTE D'IVOIRE 23



aglgroup.com


Nouvelle année ?
Anciennes et nouvelles angoisses
SÉCURITÉ INACCESSIBLE...
ÉLECTION PERDABLE...
CROISSANCE IMPROBABLE...
MIGRATION INCONTRÔLABLE...
QUI PASSE EN PREMIER ?
AYEZ DU COURAGE POUR VOS ENFANTS, QUAND MÊME !
2024
2023
2022
Inflation
Djihad
Corruption
GLEZ

Sommaire

À LA UNE



République démocratique du Congo

Félix Tshisekedi cible le M23

LA GRANDE INTERVIEW



FELWINE SARR

« Il y a un désir d'approfondissement du fait démocratique en Afrique »

CHRONIQUES

5 Éditorial
RDC : quid après le poker électoral ?

41 Lucarne
Alternance : la séduisante leçon libérienne

74 La chronique de Yahia Belaskri
Et demain?

ICI & AILLEURS

20 Une femme, un parcours
Lydia Mutyebele
Madame l'échevine !

ACTUALITÉS

22 Sénégal
Une présidentielle indécise...

28 Bénin
Un air de détente

30 Liberia
George Weah soigne sa sortie

32 Mali
L'équation de l'intégrité totale

34 Tchad
Le grand virage de Mahamat Idriss Deby

38 Cameroun
L'opposition sort du bois

SPÉCIAL RAF



Dix bougies pour le RAF

ECONOMIE/FOCUS

59 Cameroun
Les 10 barons de l'économie

EPOQUE CULTURE

65 Dakar Fashion Week
21 ans de succès...

EPOQUE SPORTS

67 Can TotalEnergies Côte d'Ivoire 2023
L'Afrique en fête

NOTRE AFRIK

Siège social
Avenue de la chasse n°133 -135
1040- Bruxelles-Belgique
Téléphone : + 32 2 211 33 76
Email: ecrire@notreafrik.com
Site web: www.notreafrik.com

Fondateur
Thierry Hot

Directeur de publication
Emmanuel Babissagana
emmanuel.babissagana@notreafrik.com

Rédacteur en chef
Simon Pierre Etoundi
simonpierre.etoundi@notreafrik.com

Directrice des opérations
Paule Renée Etogo
paule.etogo@notreafrik.com

Chroniqueurs
Damien Glez
Yahia Belaskri
Jules Hervé Yimeumi

Collaborateurs
Quentin Noirfalisse
Annick Lebrun
Gustave Emmanuel Samnick
Patrick Ndungidi
Georges Auréole Bamba

Correspondants
Mohamed Arezki Himeur (Algérie)
Désiré Théophane Sawadogo (Burkina Faso)
Joseph Mangoua, Yacouba Sangaré (Côte d'Ivoire)
Florence Pinay (Tunisie)

Création graphique
Alban Abiaga

Ventes & Abonnements
Service Abonnement
Avenue de la chasse n°133 -135
1040- Bruxelles-Belgique

Diffusion
AMP, VIP Diffusions Presse, Brussels Airlines

Impression
DRIFOSETT
Avenue du Four à Briques 5
1140 Evere (Belgique)

ISSN : 2033-3730
Enregistré à la Bibliothèque Royale de Belgique



Par Emmanuel Babissagana

RDC : quid après le poker électoral ?

Le 31 décembre dernier, la Commission électorale (CENI) déclarait le candidat Felix Antoine Tshisekedi Thiolombo élu président de la République Démocratique du Congo, avec un score de 73,34%, soit 13 215 366 voix. Épilogue provisoire des élections générales auxquelles 44 millions d'électeurs étaient convoqués le 20 décembre 2023, 43,23% d'entre eux ayant officiellement répondu à l'appel. Force est cependant de constater, d'emblée, que ce scrutin nous a offert le traditionnel et paradoxal spectacle d'une dramatique partie de poker à l'issue d'avance connue et contestée.

Les joueurs de poker savent en effet que le plus important, c'est moins les cartes que l'on a en mains, que la figuration de celles de l'adversaire et l'anticipation de son jeu, dans un cadre réglementaire transparent excluant toute possibilité de tricherie. C'est dans cette optique que le parti au pouvoir, ceux de l'opposition, des organisations de la société civile ainsi que la Conférence épiscope du Congo et des Églises protestantes (Cenco-ECC) ont mobilisé leurs troupes d'observateurs pour couvrir le scrutin du 20 décembre dernier.

Malgré ou grâce à cette importante mobilisation, notamment celle de la Cenco-ECC qui a déployé quelque 25 mille observateurs à travers le pays, le scrutin du 20 décembre dernier s'est révélé être, selon les termes du président de la Cenco-ECC, *«un gigantesque désordre organisé et planifié»*, déplorant ainsi, à la suite des partis de l'opposition, le fait que *«le jeu»* électoral ait été structurellement pipé. Violences meurtrières et intimidations avant, pendant et après le vote, refus d'équipements de télécommunications satellitaires de l'UE pour couvrir les élections, matériel électoral livré en dernière minute, incidents de bourrage d'urnes, attaques contre des bureaux de vote et saisie des machines de vote aux mains des particuliers, bureaux de vote ouverts jusqu'au 25 décembre, soit cinq jours après la date officielle du scrutin, chaos voire cauchemar logistique organisé, etc.

Autant d'éléments relevés par des observateurs, et qui, à tort ou à raison, jettent comme « un parfum quasi soviétique » sur le score du candidat élu, le président Tshisekedi, et de manière générale sur les élections générales du 20 décembre 2023. Pas étonnant, dès lors, que les principaux partis de l'opposition réclament leur annulation, et que la CENCO de son côté ait demandé à la CENI de *« tirer les conséquences en toute responsabilité »* de ces dysfonctionnements, dans son Rapport provisoire rendu public le 28 décembre dernier. Le parti au pouvoir et la Ceni considèrent pour leur part que ces incidents sont isolés et non susceptibles d'entamer la crédibilité du scrutin dans son ensemble.

Comment remédier à cette cacophonie post-électorale et éviter qu'elle dégénère en crise durable et en luttes fratricides ? Telle est aujourd'hui la préoccupation majeure au sujet la RDC, qui a plus que jamais besoin d'unité et de cohésion, pour remédier à cette impuissance collective qui, depuis plus de 30 ans, tend à faire de ce pays-continent la proie de *« tous »*, petits et grands États, africains et non africains, lointains et voisins. On ne construit pas une nation forte et unie à coups d'élections systématiquement contestées ou contestables, mais d'actions collectives, de concertations inclusives et constructives. C'est pourquoi, si les élections du 20 décembre dernier étaient un rendez-vous du peuple congolais avec son histoire, comme on a pu l'écrire, on peut s'étonner que les uns et les autres y soient allés, consciemment ou inconsciemment, avec autant de naïveté et de légèreté.

> **Les joueurs de poker savent en effet que le plus important, c'est moins les cartes que l'on a en mains, que la figuration de celles de l'adversaire et l'anticipation de son jeu, dans un cadre réglementaire transparent excluant toute possibilité de tricherie.**

C'est davantage en amont et qu'en aval des élections que se joue leur crédibilité. C'est par conséquent à créer les conditions, institutions et structures électorales consensuelles et crédibles que doivent préalablement s'atteler les forces sociales et politiques de la RDC. On ne peut indéfiniment être dupe de soi-même, en continuant de parer l'horizon démocratique du peuple congolais d'illusions et de violences fratricides. Ce peuple est riche d'une immense culture artistique, notamment musicale, dans laquelle il a vocation à trouver, sous la conduite de ses dirigeants, les voies de l'harmonie, de la cohésion, de la paix et de l'unité.

Si les appels à l'unité du président Tshisekedi dépassent par conséquent le cadre de la rhétorique politique postélectorale, alors son défi primordial devrait être d'amener son peuple, y compris ses adversaires politiques, à puiser dans cette culture les ressources, voies et moyens d'accorder leurs violons, d'écrire à plusieurs mains et voix les notes d'une symphonie politique et socioéconomique à la hauteur des défis actuels de la RDC.■



République démocratique du Congo

Félix Tshisekedi cible le M23

Le président réélu a placé la sécurité de ses compatriotes au cœur des priorités de son second mandat avec le Mouvement du 23 mars comme principal adversaire.

Par Suzanne CHEVALIER

A une large majorité, le peuple congolais a reconduit Félix Antoine Tshisekedi (Fatshi) à la tête de l'Etat à la faveur de l'élection du 20 décembre 2023. Selon les résultats publiés le 31 décembre 2023 par la Commission électorale nationale indépendante (CENI), le président sortant a remporté ce scrutin avec 73,34% des suffrages. Ce vote massif est motivé sans doute par les enjeux et les promesses faites par le vainqueur durant une campagne qu'il a menée tambour battant aux quatre coins du pays. La réélection de Félix Tshisekedi à la présidence de la République démocratique du Congo (RDC) marque un tournant historique pour ce pays.

Déloger le M23

En fin stratège, il a surfé sur la fibre nationaliste et le défi sécuritaire auquel est confronté le pays dans sa partie Est



principalement. Le projet de société vendu au peuple congolais reposait essentiellement sur la sécurité, objet des préoccupations quotidiennes à l'Est où plusieurs localités, tombées aux mains des groupes armés, échappent au contrôle de Kinshasa. Du reste, dans le Nord-Kivu où la rébellion du M23 ne cesse de gagner du terrain, les élections générales n'ont pas pu se tenir dans plusieurs localités. Des milliers de Congolais ont ainsi été privés de leur droit de vote durant la présidentielle, les législatives, les provinciales et les communales. Davantage, des chiffres concordants font état de plus d'un demi-million de personnes ayant fui les combats dans cette partie du territoire face aux exactions du Mouvement du 23 mars en activité depuis 2021.

Pendant la campagne présidentielle, Felix Tshisekedi a donc appelé à un soutien massif de ses compatriotes pour venir à bout des insurgés. *« Le 20 décembre, j'ai besoin de vos voix pour que nous puissions continuer le combat pour la libération de notre pays. Je vous promets que ce combat va continuer et que nous allons débarrasser notre pays des terroristes du M23 qui ont été amenés par leur chef Paul Kagame »*, a-t-il déclaré le 10 décembre 2023 au milieu d'une foule rassemblée au stade Afia à Goma, chef-lieu du Nord-Kivu. A Bukavu, chef-lieu du Sud-Kivu, Félix Tshisekedi a renouvelé son accusation contre le président rwandais Paul Kagamé, d'être le principal soutien du M23 et d'avoir *«des visées expansionnistes»*. *«Le M23 a été amené par son leader Paul Kagame. Nous allons mettre fin au terrorisme barbare qui a endeuillé notre*



©AFP

peuple pendant des dizaines d'années », affirmera-t-il quelques jours après son séjour à l'Est devant l'Assemblée nationale.

Place à l'action

Etaient-ce de simples promesses de campagne ? Les prochaines semaines vont lever un pan de voile sur la question. Dans l'immédiat le président congolais a d'autres défis auxquels il doit faire face. L'un des défis les plus urgents est de consolider la stabilité politique et de renforcer les institutions démocratiques de la RDC. Le pays a connu des décennies de conflits armés, de corruption et d'instabilité politique. Il est essentiel que Félix Tshisekedi travaille à rétablir la confiance du peuple congolais dans le système politique et à promouvoir la transparence et la responsabilité. En effet, si sa réélection est nette selon les chiffres de la CENI, l'opposition les rejette en bloc et de nombreux observateurs ont également émis des réserves sur la sincérité des opérations électorales. Dans ces conditions, le président réélu doit se mettre au-dessus de la mêlée pour apaiser les esprits. *« Je suis réélu président de tous les Congolais»* a déclaré Fatshi dès l'annonce des résultats le 31 décembre 2023. Il a surtout salué une victoire de la *« solidarité »* et de *« l'unité »* face aux ennemis du pays.

Pendant la campagne présidentielle, Felix Tshisekedi a donc appelé à un soutien massif de ses compatriotes pour venir à bout des insurgés. « Le 20 décembre, j'ai besoin de vos voix pour que nous puissions continuer le combat pour la libération de notre pays.

Mais Félix Tshisekedi aura-t-il les coudées franches pour ne pas décevoir les attentes de ses millions de compatriotes ? La question est posée. Déloger le M23 et certains autres mouvements armés en activité dans le pays n'est pas une sinécure. Surtout dans un contexte marqué par le départ des troupes étrangères, notamment les forces est-africaines et celles de la Mission de l'Organisation des Nations unies pour la stabilisation du Congo (MONUSCO), régulièrement accusées d'être inactives face aux insurgés. Le président congolais, au-delà d'une réorganisation de l'armée, veut compter sur l'engagement patriotique de la population. Dans ce sens, ses appels à la mobilisation se sont multipliés au cours



©AFP

Félix Tshisekedi massivement réélu doit avoir conscience des attentes des populations.

des derniers mois. *« J'ai besoin des jeunes gens, hommes et femmes, courageux, aimant leur pays pour remplir les rangs de notre armée»*, a-t-il lancé il y a quelque temps dans l'espoir que de nouveaux supplétifs allaient s'enrôler à l'instar de quelques 40 000 jeunes qui se sont déjà mobilisés pour la cause.

La campagne électorale et ses déclarations enfiévrées font partie du passé. Le peuple attend désormais que les paroles se transforment en actes concrets. Le quotidien des Congolais n'est pas rose. La RDC est riche en ressources naturelles, mais son potentiel économique reste largement inexploité. Le président Tshisekedi doit en outre s'attaquer aux problèmes de corruption, d'infrastructures défaillantes et de mauvaise gestion économique afin de stimuler la croissance et de créer des emplois pour la population. Il devra également attirer les investissements étrangers et diversifier l'économie pour réduire la dépendance excessive aux exportations de matières premières.

« Déloger le M23 et certains autres mouvements armés en activité dans le pays n'est pas une sinécure. Surtout dans un contexte marqué par le départ des troupes étrangères, notamment les forces est-africaines et celles de la Mission de l'Organisation des Nations unies pour la stabilisation du Congo (MONUSCO).

A l'évidence au-delà du défi sécuritaire Fatshi ne devrait pas chômer. La reconquête de l'intégrité du territoire congolais, la sécurité, la reconstruction économique, la lutte contre la pauvreté et les inégalités, ainsi que la réconciliation nationale et la justice sont autant de priorités pour son nouveau mandat. La réussite de ces défis permettra à la RDC de progresser vers un avenir meilleur, où les droits et le bien-être de tous les Congolais seront respectés et promus.■





Felwine Sarr

« Il y a un désir d'approfondissement du fait démocratique en Afrique »

Intellectuel fécond et engagé, Felwine Sarr est convaincu qu'il y a un ethos de l'universitaire, qui est de faire profession de vérité et de dire cette vérité à la société et aux puissants. Au nom de ce principe, l'universitaire sénégalais (enseignant à Duke University aux Etats-Unis) est à la pointe du combat pour dénoncer ce qu'il appelle le recul démocratique au Sénégal. Dans cet entretien exclusif, à l'orée de cette nouvelle année, il livre son regard sur les enjeux et les convulsions qui secouent le continent.


©DR

Propos recueillis par Suzanne CHEVALIER

Pour commencer, en ce début d'année 2024 quel regard portez-vous sur le continent africain ?

Le sentiment que j'ai, c'est que le continent, en tout cas l'Afrique de l'Ouest et une partie de l'Afrique centrale, est dans un moment de changement et de mutations qui est lié à ce que je pense être une phase cruciale dans un cycle politico-socio-historique nouveau. Donc, les sociétés africaines sont en travail et elles cherchent à accoucher de quelque chose de neuf. Il y a des convulsions d'ordre social et économique importantes, des reconfigurations du politique, des frontières, des mouvements sociaux à l'intérieur et qu'il y a quelque chose d'ancien qui cherche à mourir, pour reprendre une vision gramscienne, et quelque chose qui cherche à naitre ou à s'exprimer dans des formes nouvelles et nous sommes dans le temps de cette tension, de ce conflit, lié au désir d'accoucher de quelque chose d'autre. Toutes les crises que l'on voit, je les lis comme les symptômes d'un ancien monde qui n'arrive plus à répondre aux nouvelles problématiques et questions. Elles disent la nécessité d'inventer des formes nouvelles.

2024 c'est aussi une année électorale sur le continent (au Sénégal, au Ghana, au Tchad…) et d'un autre côté il y a eu plusieurs coups d'État sur le continent. Comment l'observateur que vous êtes perçoit-il l'évolution politique et idéologique du continent?

Je pense qu'il y a deux dimensions qui semblent se contredire mais qui, pour moi, relèvent d'une même réalité. Les peuples d'Afrique ont un vrai désir de prendre leur destin en main et de le configurer afin que la gouvernance politique économique et sociale soit à leur profit, qu'elle réponde profondément à leurs aspirations. Je pense qu'il y a un désir de démocratie qui est réel. Il faut voir les mobilisations autour des élections et ce que les citoyens disent. Mais je pense aussi qu'il y a un rejet des régimes soi-disant démocratiques, mais qui dans la réalité sont autoritaires, autocratiques et qui ne répondent pas aux besoins des populations et continuent à borner leur destin. Dans certains endroits on a vu des soulèvements populaires qui se sont transformés en coups d'État militaires ; dans d'autres, les militaires ont pris le pouvoir sous les vivats des foules. Et ce que je lis dans cette attitude, c'est un désir de sortir des impasses, des anciennes formes de gouvernementalité. Cela ne veut pas dire pour autant que ce que les militaires proposent, c'est ce qu'il y a de plus optimal, mais je peux comprendre de telles manifestations des populations qui parfois ne savent plus à quel saint se vouer. Ce que je lis de manière sous-jacente, c'est le désir de sortir d'une forme de gestion du pouvoir qui ne répond pas aux aspirations des populations africaines en termes de bien-être, de liberté et d'épanouissement et que celles-ci ont envie que cela change. Maintenant, on peut débattre des solutions alternatives, se demander si ce sont de bonnes solutions. Mais le désir de changer et de sortir des statuquos inhibiteurs, qui ne nourrissent pas la dignité humaine et qui n'offrent pas les conditions d'un épanouissement, est réel. Pour moi c'est quelque chose qui traverse le continent et sa jeunesse et légitime et explique l'impatience de cette jeunesse.

A votre avis comment sortir de cette impasse ?

Le premier lieu, c'est celui du politique, parce que, quoique l'on dise, l'économique et le social sont subordonnés au politique. Un pays peut avoir de bonnes performances économiques pendant de longues années, mais il suffit d'une guerre civile, d'un conflit politique pour que ce pays revienne dix ans en arrière. Cela veut dire que les formes de « gouvernementalité » ; la manière dont les peuples configurent leurs destins, se donnent des règles du jeu, articulent le politique, une alternance de l'exercice du pouvoir afin que celui-ci soit dirigé vers le mieux-être du plus grand nombre, c'est le fondement sur lequel nous devons construire nos sociétés. Nous sommes au 21e siècle, c'est inacceptable que des sociétés soient capturées par des groupuscules, des clientèles et que la majorité ne trouve pas les conditions de son épanouisse-



« Nous surpondérons le présent et ce que nous en percevons et n'accordons pas assez de poids aux dynamiques en cours et celles sous-jacentes.»

ment dans la manière dont les affaires de la Cité sont gérées. Donc, pour moi, il y a une exigence très forte d'approfondir partout sur le continent les processus démocratiques. Maintenant, la démocratie, c'est une idée, elle peut prendre des formes institutionnelles plurielles et diverses, mais il faut que les individus aient voix au chapitre, que le pouvoir circule, qu'il y ait des contrepouvoirs, que la justice et l'équité soient assurés et qu'il y ait un contrat social bâti autour d'une répartition équitable des richesses. Ce sont là des fondamentaux qui créent les conditions d'une stabilité, et à partir de là on construit tout le reste.

Dans Afrotopia vous avez dégagé un horizon souhaitable pour le continent. Quelles sont les contraintes qui y font obstacle aujourd'hui ?

Je pense qu'il faut d'abord que l'on s'inscrive dans une temporalité sociale et historique. Généralement, quand le continent est confronté à des crises et que nous sommes désespérés et déprimés, nous inscrivons notre horizon dans le temps de la crise. J'ai envie de dire que nous sommes dans le cycle de l'histoire et dans le temps des sociétés et qu'il faut lire les choses sous ce rapport. Là on est dans un temps de crise, mais si on compare les dynamiques sociopolitiques du continent il y a 40 ou 50 ans, elles ne sont pas les mêmes. Elles ont évolué pour la plupart, dans certains endroits, de façon positive. Le problème, c'est que nous sommes sous l'emprise des crises qui nous empêchent de voir au-delà de celles-ci. Il y a une forme d'hypertrophie du temps présent dans la manière dont nous envisageons les choses. Notre époque est marquée par un fort présentisme. Nous surpondérons le présent et ce que nous en percevons et n'accordons pas assez de poids aux dynamiques en cours et celles sous-jacentes. Les sociétés ont besoin d'accoucher de leur histoire et il faut accepter le temps nécessaire aux transformations sociales.

> **Je pense qu'il y a deux dimensions qui semblent se contredire mais qui, pour moi, relèvent d'une même réalité. Les peuples d'Afrique ont un vrai désir de prendre leur destin en main et de le configurer afin que la gouvernance politique économique et sociale soit à leur profit.**

Je pense que l'horizon souhaitable celui de l'actualisation des potentialités heureuses du Continent demeure celui que j'ai indiqué dans Afrotopia. Maintenant, il ne s'agit pas simplement de l'énoncer, ce sont des pratiques quotidiennes qui font que l'on avance vers cet horizon souhaitable. Et certaines d'entre elles relèvent d'une meilleure gouvernance politique et des choix économiques et écologiques adéquats. Mais pour que tous ces choix puissent être faits, l'un des préalables, est que les nations africaines retrouvent leur souveraineté sur leurs politiques et qu'elles aient des leaderships orientés vers ces horizons souhaitables. Que les choix qui sont faits prennent en compte la jeunesse du continent, ses aspirations profondes, son besoin de démocratie véritable et que les sociétés africaines produisent en leur sein, par des révolutions internes, une qualité de leadership qui les installe dans cette trajectoire-là. Il y a des actions individuelles organiques qui peuvent aller dans ce sens– j'ai toujours le sentiment que les sociétés sont en avance sur leurs gouvernants – mais ce sont les gouvernants, qui ont des leviers puissants, qui doivent organiser un cadre et créer des cercles vertueux afin que toutes ces actions soient fécondes. Et c'est ce qui manque. Le travail doit se faire à plusieurs niveaux. D'abord, des idées et des utopies concrètes. Mais celles-ci doivent se traduire aussi par de la praxis. J'ai le sentiment que la jeunesse africaine se bat pour bousculer l'ordre établi et qu'elle exprime elle-même son désir d'une nouveauté radicale, même si une partie d'entre elle va, dans des conditions dramatiques et mortifères, vers l'émigration clandestine, la majeure partie de cette jeunesse-là se bat au quotidien pour que des changements adviennent. Je suis convaincu que dans le temps de l'histoire, ces changements adviendront et qu'il faut être en mesure de lire ce qui est devant nous, mais de l'inscrire dans le temps des sociétés.

Cependant, ne craignez-vous pas que ce décalage entre ce désir de changement de cette jeunesse et la défaillance de la gouvernance sur le continent

ne conduise à un sentiment que l'on croyait révolu, c'est-à-dire l'afropessimisme, et que cela ne fige à nouveau le sang des Africains ?

Oui, je le crains. Et dans certains pays on peut observer une corrélation nette entre des moments où les jeunes se battent pour des changements et des moments où ils n'y croient plus. Déjà on voit un regain de l'émigration clandestine de la part de la jeunesse africaine et on peut voir nettement que les deux sont liés. Je pense que c'est l'un des risques, lorsque le changement tarde à venir, qu'on a le sentiment qu'on n'y arrive pas, on peut baisser les bras et désespérer. Mais là aussi, je rappelle les leçons d'histoire. Je ne veux pas être longtermiste, mais je rappelle que l'ANC a été créé en 1912 et c'est seulement dans les années 1990 qu'il a réussi à vaincre l'Apartheid. Et si on regarde les nuits et les saisons de l'ombre de l'histoire du continent, on a vu qu'elles ont fini par cesser, que les luttes ont fini par porter leurs fruits. Si on revient au moment des indépendances, on peut voir également que les luttes émancipatrices ont porté leurs fruits, même si toutes les promesses n'ont pas été tenues. Mais à chaque fois qu'il y a eu une chape de plomb sur les sociétés, si elles luttent dans la durée avec conviction et abnégation, elles finissent par vaincre et s'en sortir. Il faut faire passer le message qu'il faut de la constance et de la patience dans la lutte et le désir du changement et ne pas abdiquer aux premières difficultés.

Vous êtes à la pointe du combat des intellectuels qui dénoncent le recul démocratique au Sénégal. Quel est le sens de votre combat ? Pourquoi pensez-vous que la vitrine démocratique sénégalaise est menacée ?

Je pense que l'universitaire a une fonction sociale. Bien évidemment, il doit transmettre des connaissances et produire des savoirs, mais il doit aussi défendre des principes et des idéaux. La société le rémunère pour qu'il prenne du recul, le met dans les conditions de réflexion sur les dynamiques de cette dernière et quand celle-ci est en crise, notamment la société à laquelle il appartient, il se doit de rendre à la société ce qu'elle lui a donné. La société nous a mis dans une situation de pouvoir lui porter un regard informé. Et dans une crise, la compréhension de ce qui fait crise est nécessaire pour tenter de sortir de celle-ci. Il est absolument nécessaire que les intellectuels ne soient pas des fonctionnaires du savoir, mais qu'ils jouent leur partition. C'est le sens de mon engagement. Et pour moi, il y a un ethos de l'universitaire qui est de faire profession de vérité et de dire cette vérité à la société et aux puissants et de se mettre du côté de ceux qui subissent les injustices.

Ceci étant dit, je crois que tous les observateurs sérieux et impartiaux sont d'accord pour constater le Sénégal est dans une crise de l'État de droit, dans une crise de la démocratie sénégalaise. Nous avons reculé sur plusieurs aspects. Les exemples de cet état de fait sont légion. Cette vitrine que nous étions, dont on s'enorgueillissait, aujourd'hui, nous devons être beaucoup plus humble, parce qu'un certain nombre de principes de base (des élections inclusives, une participation démocratique, des libertés publiques garanties, une justice indépendante…) ne sont plus respectées. L'interdiction systématique des manifestations, la justice qui ne fonctionne pas comme elle devrait, des arrestations et des emprisonnements arbitraires, l'élimination de certains candidats du jeu démocratique… sont des faits que quotidiennement nous observons au Sénégal. A cela s'ajoute un affaiblissement et une restriction de l'espace du débat public, une atteinte à la liberté d'informer des journalistes. Autant de faits que les observateurs et les amis du Sénégal ne comprennent pas. Ce pays se targuait depuis les indépendances, malgré les imperfections de sa démocratie, d'être une vitrine démocratique en Afrique. Nous avions suivi un chemin qui était celui d'une consolidation dans le temps nos acquis démocratiques. Mais depuis quelques années nous vivons un véritable recul démocratique et ça c'est inquiétant. Je pense que l'un des enjeux des élections qui se profilent dans quelques semaines, est de restaurer la trajectoire démocratique du pays et de l'approfondir. Maintenant, ce que je trouve utile dans cette crise, c'est qu'elle nous indique les vulnérabilités de notre système politique, les failles institutionnelles, les lieux où l'on doit travailler pour qu'il y ait des institutions fortes, qui jouent leur rôle ; des contrepouvoirs qui opèrent et une séparation effective et réelle des pouvoirs. Il y a des dispositions liberticides qui existent dans nos textes et dont nous ne nous rendions pas compte tant que tout semblait aller bien et lorsque nous sortirons de cette crise, il faudra en tirer les leçons et effectuer le travail nécessaire dans l'espace institutionnel, de renforcement du fait démocratique. Nous devons apprendre de cette crise que la démocratie reste toujours à construire : elle est à défendre, elle est fragile, elle n'est jamais totalement acquise et qu'à chaque étape il y a des leçons à tirer pour faire en sorte que l'étape qui suit soit celle de sa consolidation et de son approfondissement.

> **Généralement, quand le continent est confronté à des crises et que nous sommes désespérés et déprimés, nous inscrivons notre horizon dans le temps de la crise. J'ai envie de dire que nous sommes dans le cycle de l'histoire et dans le temps des sociétés et qu'il faut lire les choses sous ce rapport.**

Compte tenu de tout ce que vous venez de dire sur le recul de la démocratie sénégalaise, avez-vous quand même espoir qu'il sortira des prochaines élections un changement de cap ou qu'au contraire les jeux sont faits ?

Le souhait que j'ai, c'est que la démocratie finisse par s'imposer. Même si la conjoncture semble défavorable, il faut le reconnaître, parce qu'un certain nombre d'entraves à l'inclusivité des élections ont été constatées. On dissout un parti important de l'opposition (PASTEF), on emprisonne son leader (Ousmane Sonko), on décapite son état-major et on met tout en œuvre pour empêcher cette vision sociétale et ceux qu'elle représente d'exister au moment des élections : ceci est une profonde entrave à la démocratie. Tous les citoyens ont droit à ce que leurs préférences politiques soient représentées dans l'espace du débat politique et de la compétition électorale. C'est ce qui donne sens à la démocratie : le pouvoir véritable de choisir. Maintenant, je refuse de céder au pessimisme et de considérer que les jeux sont faits pour la bonne et simple raison qu'il y a des luttes qui se mènent dans l'espace civil, politique et judiciaire et on a vu qu'elles

n'étaient pas toutes vouées à l'échec. Certains juges ont pris leur courage à deux mains et ordonné que l'on réintègre M. Sonko dans les listes électorales ; cela veut dire que les institutions ne sont pas totalement affaissées, que les contrepouvoirs ne sont pas tous totalement éliminés. Nous sommes entrés dans un temps incertain, dans lequel il est extrêmement difficile de prévoir ce qui en résultera, mais je pense qu'il ne faut pas se rendre à l'idée que les jeux sont faits, l'histoire est toujours en mouvement. Les luttes démocratiques doivent être menées jusqu'au bout avec l'idée que finalement la démocratie et la Justice triompheront. Tous les individus de bonne volonté qui œuvrent pour la démocratie dans ce pays ne doivent pas céder au découragement et doivent continuer à s'engager afin que la démocratie tienne, parce qu'autrement, l'alternative serait une destruction de valeurs politiques et sociétales fondamentales que nous pensions acquises.



« Nous sommes entrés dans un temps incertain, dans lequel il est extrêmement difficile de prévoir ce qui en résultera. »

En tant qu'intellectuel africain quel regard portez-vous sur le panafricanisme qui connaît un large écho chez la jeunesse et quels sont les pièges que doit éviter la nouvelle génération de leaders panafricanistes ?

Je pense que c'est une excellente chose, cette repolitisation de la jeunesse africaine que l'on disait dépolitisée et acquise au désir effréné d'un consumérisme promu par l'économie néolibérale, comparée à celle de la génération des indépendances. Ce que j'observe dans ce panafricanisme, c'est un désir renouvelé d'une décolonisation achevée et complète ; en finir avec ce que l'on appelle la colonialité. C'est normal que notre jeunesse désire fondamentalement que nos nations retrouvent leur souveraineté pleine et entière et qu'elles commercent et échangent économiquement et symboliquement d'égal à égal avec le reste du monde, particulièrement avec les anciennes puissances colonisatrices. Il y a énormément d'espaces et de lieux symboliques où l'on se rend compte que cette relation égalitaire n'existe pas. Maintenant, ce que je questionne dans une certaine forme de militantisme, c'est la caricature et la réduction de la complexité des dynamiques géopolitiques économiques et sociales, c'est-à-dire la tendance à une lecture binaire du monde, alors qu'il faut restituer au monde sa complexité. Dès fois, j'entends des lectures de nos réalités extrêmement simplistes, qui nous ôtent toute agentivité et qui relèvent parfois du slogan. Pour relever les défis du continent, il me semble nécessaire de les regarder dans leur complexité et démêler patiemment les fils de l'écheveau. Pour cela, je pense que le militantisme est fondamental, mais il doit être fondé sur une lecture profonde et critique des dynamiques internes et globales. Cette lecture critique doit aller dans les deux sens : s'adresser à nous-mêmes, identifier nos espaces de responsabilités (ce que nous ne faisons pas bien à l'intérieur de nos frontières) et les distinguer de ce que nous subissons de la part de l'extérieur. Ce qui demeure constant et salutaire, c'est le désir partout dans le Continent de renouveler les termes de notre présence au monde et la manière dont nous articulons nos relations dites internationales ; de retrouver pleinement notre souveraineté et de l'exercer au profit de l'épanouissement de nos peuples. Je pense que les intellectuels et les politiques doivent se saisir de ce contexte-là, de ce désir légitime de changement, et formuler des propositions et poser des actes qui vont dans le sens d'une libération complète du continent et de la réalisation des aspirations des populations.

> **Le souhait que j'ai, c'est que la démocratie finisse par s'imposer. Même si la conjoncture semble défavorable, il faut le reconnaître, parce qu'un certain nombre d'entraves à l'inclusivité des élections ont été constatées. On dissout un parti important de l'opposition (PASTEF), on emprisonne son leader (Ousmane Sonko), on décapite son état-major et on met tout en œuvre pour empêcher cette vision sociétale.**

Pour conclure quels sont vos vœux pour l'Afrique en 2024 ?

C'est un continent qui regorge de potentialités. J'aimerais juste qu'il sorte de la potentialité pour aller vers l'actualisation de cette potentialité-là. Mes vœux, ce sont des vœux de paix et de souveraineté sur le continent, de stabilité politique, d'approfondissement du fait démocratique, tout ceci permet de créer des espaces où l'on puisse s'atteler à tous les chantiers : ceux du capital humain (éducation, santé), de la dignité humaine, de la prospérité économique et sociale, de la dévulnérabilisation des groupes les plus faibles, des libertés et de la justice afin de faire de ce continent un endroit où il fait bon vivre et faire en sorte que les individus y épanouissent pleinement leurs facultés parce qu'ils en ont le droit, comme tous les êtres humains sur cette terre.▪

ANTICIPEZ DE GRANDES RÉALISATIONS

Aujourd'hui, aux quatre coins de l'Afrique, des communautés et des particuliers prospèrent et participent à l'essor et au succès du continent.

SERVICE
STRENGTH
VISION

VISTA
BANK

Guinée

Un référendum constitutionnel annoncé



© DR

Les Guinéens se rendront aux urnes au cours de l'année 2024 dans le cadre d'un référendum constitutionnel. La convocation de ce scrutin fait partie des grandes annonces issues du discours des vœux à la Nation faite par le président de la transition le 31 décembre dernier. Mamadi Doumbouya, à la tête du pays après le renversement d'Alpha Condé en septembre 2021, n'a pas pour autant précisé de date exacte de la tenue de cette échéance. Il a par ailleurs annoncé que des personnes nommées par l'Etat seront prochainement désignées pour diriger les conseils municipaux, élus en 2018 et dont les mandats seront échus au premier trimestre courant. Mamadi Doumbouya dit vouloir « poursuivre les efforts considérables de retour à l'ordre constitutionnel, par l'organisation d'élections libres, démocratiques et transparentes de la base au sommet en respectant ».▪

PRODUITS PÉTROLIERS

La Côte d'Ivoire en soutien à la Guinée

Suite à un contrat passé entre les deux Etats en décembre dernier, la Côte d'Ivoire s'est engagée à livrer 50 millions de litres d'essence par mois à la Guinée. Ce soutien intervient à la suite de l'explosion du principal dépôt de carburant guinéen de Conakry, le 18 décembre 2023. Les deux parties ont également signé des modalités pratiques du contrat et de la sécurisation des convois. Cet appui pourra permettre à la Guinée de faire face à une forte demande qui se situe autour de 70 millions de litres d'essence par mois. En vue d'un usage rationnel de ce précieux liquide, les autorités guinéennes ont mis sur pied un plan de rationnement qui prévoit 25 litres par véhicule, 5 litres par moto et tricycle, tout en interdisant de servir dans des bidons.▪

SOMALIE-ETHIOPIE

L'accord qui fâche

L'accord-cadre signé le 1er janvier dernier entre l'Ethiopie et le Somaliland, République autoproclamée et sécessionniste de la Somalie, au sujet du port de Berbera situé sur la côte méridionale du golfe d'Aden, est au centre d'une crise diplomatique entre la Somalie et l'Ethiopie. Le document querellé permet à cette dernière d'avoir un accès direct à la mer. En retour, Addis-Abeba s'engage à reconnaître la Somaliland. L'accord *« permet à l'Éthiopie de sécuriser son accès à la mer et de diversifier son accès aux ports maritimes »*, se réjouit le gouvernement éthiopien dans un communiqué. Pour Mogadiscio, cette reconnaissance du Somaliland constitue une violation de son intégrité territoriale. D'où le rappel de son ambassadeur en poste à Addis-Abeba pour consultation.▪

CÔTE D'IVOIRE

Les chantiers de Tidjane Thiam à la tête du PDCI

Plébiscité avec 96,5 % des voix contre 3,2 % pour Jean-Marc Yacé, maire de la commune de Cocody à Abidjan lors du congrès du Parti démocratique de Côte d'Ivoire (PDCI) tenu le 22 décembre 2023 à Yamoussoukro, Tidjane Thiam est conscient des nombreux défis qui se dressent sur son chemin. L'ancien patron du Crédit Suisse a à cœur le financement de l'ancien parti au pouvoir, la remobilisation des cadres et des militants, l'élection présidentielle de 2025, mais dans un avenir proche l'organisation des obsèques de l'ancien président de la République et ancien président du PDCI, Henri Konan Bédié, décédé le 1er août 2023 à Abidjan des suites de maladie. A 61 ans, Tidjane Thiam voudrait permettre au PDCI, principale force de l'opposition, de reconquérir lors des prochaines échéances électorales le fauteuil présidentiel ivoirienne qu'il a occupé entre 1960 et 1999.■

CÔTE D'IVOIRE

L'électricité plus chère

Les Ivoiriens sont appelés à débourser un peu plus cher dès janvier courant leur consommation d'électricité. Le gouvernement a décidé d'une hausse de plus de 10% du coût de la consommation au sein des ménages. Les autorités expliquent cette mesure par le souci d'éviter que le secteur n'engrange plus de déficit. En période de hausse généralisée des prix, la nouvelle provoque la grogne des chefs de ménage. la Confédération des organisations des consommateurs de Côte d'Ivoire dénonce cette mesure et redoute des effets néfastes sur le pouvoir d'achat des ménages. ■

LE CHIFFRE

110 millions de dollars

Le groupe British American Tobacco (BAT) s'est récemment engagé à payer une amende de 110 millions de dollars américains imposée à ses filiales au Nigéria par la commission fédérale chargée de la concurrence et de la protection des consommateurs. Il est fait grief aux filiales de BAT d'avoir violé les règles de la concurrence et celles relatives à la protection de la santé publique. Dans le cadre de cette affaire qui dure depuis 2020, BAT avait saisi un juge pour faire arrêter l'enquête de la commission nigériane en charge de la concurrence. Mais la justice locale avait indiqué n'être pas compétente pour trancher le litige. Au final, le montant de l'amende est le résultat d'un long processus de négociation et le groupe va passer à la caisse comme il a accepté de le faire en Corée du Nord. Il doit y payer une amende de 629 millions $ dans le cadre d'une affaire de vente de cigarettes.■

METRO

MOHAMED KANDE


© DR

Mohamed Kande va assumer à partir du 1er juillet 2024, la charge de président élu du réseau PwC aux 364.000 employés de par le monde pour un chiffre d'affaires de 53,1 milliards de dollars lors du dernier bilan. C'est le premier « Africain » à atteindre ce niveau de responsabilités au sein du leader mondial du conseil. Même s'il est aujourd'hui naturalisé Américain, Mohamed Kande est né en Côte d'Ivoire et y a grandi avant de s'installer en France à l'âge de 16 ans pour poursuivre des études. Plus tard, il va aller au Canada et aux Etats unis. Diplômé en génie électrique, il a fait ses premiers pas dans les télécoms. D'abord chez le consultant DTI, puis chez Motorola. Après un MBA, il a rejoint ce qui deviendra en 201, la filiale de conseil en gestion de PwC, où il a gravi les échelons jusqu'à en devenir prochainement président.■

FODÉ MANSARÉ


© DR

L'ex-international guinéen de football Fodé Mansaré a choisi de s'engager dans une démarche novatrice sur le continent : promouvoir l'égalité des chances, l'inclusion et le développement des jeunes filles… à travers le football. Avec un de ses amis, Frédéric Bouzigues, il a mis sur pied le projet Foot4Change qui depuis plus de cinq ans a permis sur le plan éducatif, à des centaines de jeunes filles issues des couches défavorisés de Guinée d'être scolarisées et de bénéficier d'un bon encadrement. Par ailleurs sur le plan sportif, Foot4Change est devenu un vivier de joueuses pour toutes les catégories des sélections nationales de Guinée. Fodé Mansaré, est par ailleurs le président du club Académie Foot Élite, issu du projet qui a insufflé un nouvel élan au football féminin dans son paix. ■

TABITHA CHAWINGA


© DR

Elle n'était pas prédestinée à s'épanouir dans le football. Et ses parents ont tout fait pour l'en dissuader en la battant. Mais sa détermination et sa passion pour le football ont fini par lui donner raison. La Malawite, sociétaire du club français du Paris Saint Germain est aujourd'hui, une joueuse de réputation internationale. Elle a la particularité d'avoir été meilleure buteuse dans trois pays différents, Suède, Chine et Italie. Partout où elle passe les défenses trépassent. Tabitha Chawinga a également reçu le prix de joueuse de l'année de la Super League féminine chinoise en 2021 et celui de meilleure joueuse de Série A, le championnat italien en 2023. Si elle est encore moins connue que la Nigériane Asisat Oshoala, elle est néanmoins, une des valeurs sûres du football féminin africain.■

RETRO

MARTIN BAKOLE


© DR

Le boxeur congolais Martin Bakole a récemment menacé toute personne critiquant sa demande de dons pour sa campagne pour devenir champion du monde des poids lourds. Bakole a lancé une offre GoFundMe pour 100 000 de livres sterling. Par le passé, le gouvernement congolais a pourtant contribué pour le même montant pour un affrontement qui n'a pas eu lieu, d'où la désapprobation des Congolais du nouvel appel aux dons de celui qui est depuis quelque temps, le numéro un mondial des poids lourds de la WBA. Du reste, la démarche d'une star des poids lourds classée numéro un mondial par la WBA ayant besoin d'aide financière interpelle. Mais ce qui est plus détonnant c'est qu'en entendant les critiques virulentes, sur l'initiative GoFundMe, Martin Bakole a diffusé une vidéo en direct sur les réseaux sociaux pour avertir ceux qui s'opposaient à sa démarche.■

FRANÇOIS-RÉGIS MUGHE


© DR

Sélectionné pour disputer la Coupe d'Afrique des Nations (13 janvier-11février 2024) en Côte d'Ivoire, François-Régis Mughe a refusé la convocation du Cameroun. Le joueur de l'Olympique de Marseille aurait sa décision sans l'accord de la Fédération camerounaise. Depuis, il est dans le collimateur des fans des Lions indomptables et des observateurs du football continental qui ne comprennent pas sa décision. Le natif de Douala privilégierait sa situation en club, où son temps de jeu pourrait augmenter du fait du départ pour… la CAN des Sénégalais Ismaïla Sarr et Iliman Ndiaye, en plus du Marocain Amine Harit, qui sont ses principaux concurrents. Mais son choix de ne pas répondre à l'appel du drapeau pour le plus grand événement continental passe mal. Il s'expose à une sanction si la Fédération camerounaise de football saisit la FIFA. ■

OUSMANE SONKO


© DR

Dans la course à la présidentielle du 24 février 2024, le chef de l'opposition sénégalaise a essuyé un double revers après des décisions de justice rendues le 5 janvier. Le Conseil constitutionnel a ainsi rejeté la candidature d'Ousmane Sonko à la présidentielle après que la Cour suprême a confirmé plus tôt sa condamnation pour diffamation. La décision du Conseil constitutionnel sénégalais est presque l'épilogue d'une bataille juridique prolongée impliquant plusieurs accusations qui, selon Ousmane Sonko, visent à empêcher sa candidature à la présidentielle. Désormais, Ousmane Sonko doit renoncer à ses ambitions présidentielles- au moins pour l'élection de février 2024- et se projeter vers l'avenir.■

ILS BOUGENT...

ADAMA OUATTARA

L'Ivoirien Adama Ouattara arrive à la tête de AFG Bank Côte d'Ivoire, filiale de la holding Atlantic Financial Group de Bernard Koné Dossongui. Il a passé une bonne partie de sa carrière à la Société Générale qu'il a rejoint en 2002. Il a y fait ses classes et a occupé la fonction de Directeur Général adjoint de la filiale ivoirienne du groupe français. En septembre 2022, cet ingénieur en informatique, spécialiste des systèmes d'information bancaire et diplômé de l'IESE Business School, a quitté l'Afrique de l'Ouest pour l'Afrique centrale en devenant le patron de Société Générale Tchad. Mais la cession des actifs du groupe français a précipité son départ. Aujourd'hui, Adama Ouattara est le premier dirigeant de AFG Bank Côte d'Ivoire, ex Banque populaire de Côte d'Ivoire (BPCI). Sa longue expérience devrait l'aider à faire de cet établissement de crédit un acteur majeur du secteur bancaire ivoirien.■

ZION ADEOYE

Le Nigérian Zion Adeoye a été nommé Président directeur général de Centurion Law Group. Adeoye est un spécialiste du pétrole et du gaz ainsi que du droit et de la finance de l'énergie. Il a joué un rôle important au sein du cabinet ces dernières années en tant que conseiller sur plus de 25 investissements pétroliers et gaziers. Il remplace le fondateur de Centurion Law Group, NJ Ayuk qui va se retirer volontairement de son poste de PDG. Zion Adeoye arrive à la tête d'un fournisseur panafricain de services juridiques, énergétiques et commerciaux de grande réputation. Le nouveau PDG est membre de l'Association du barreau nigérian et de l'Association des négociateurs indépendants du pétrole (AIPN) et entreprend actuellement un MBA en gestion internationale du pétrole et du gaz à l'Université de Dundee, en Écosse. Il a récemment reçu le prix *« ESQ 40 under 40 Lawyer »* lors du Nigerian Rising Stars Award, pour avoir façonné l'avenir de la profession juridique au Nigeria et sur le continent.■

PATRICK ATTOUNGBRE

En Côte d'Ivoire depuis novembre 2023, l'activité Fintech du groupe sud-africain MTN est dirigée par Patrick Attoungbre au poste de Directeur général. Il revendique une riche expérience dans les secteurs des télécommunications et de la fintech, en particulier sur le continent africain. Ses précédents postes de direction au sein du groupe MTN l'ont positionné comme un leader très respecté dans l'industrie. Cet ancien de la Wharton School de l'Université de Pennsylvanie, où il a obtenu son MBA, est également titulaire d'un Master en Logistique de l'Institut National Polytechnique FHB de Côte d'Ivoire. Avant son arrivée à la tête de l'activité Fintech de MTN en Côte d'Ivoire, Patrick a occupé le poste de CMO chez MTN Cameroun. Il y a contribué à renforcer avec succès la fonction commerciale. Il a en outre été au cœur du succès de l'activité d'argent mobile chez MTN Congo Brazzaville, la transformant en l'une des plus florissantes du groupe.■

GABON

Des mesures contre la vie chère



Dans le but de lutter contre la vie chère et d'améliorer les conditions de vie des populations, le président de la transition au Gabon a annoncé au cours des vœux à la nation le 31 décembre dernier un train de mesures. Le général de brigade Brice Clotaire Oligui Nguema a décidé de la baisse du prix du gaz domestique qui est passé de 6 000 FCFA à 4 950 depuis le 1er janvier dernier et du paiement des rappels des pensions dès février prochain. Un programme ambitieux de construction de logements sociaux à Libreville est en vue afin de juguler la crise du logement. Par ailleurs, l'extension et la réhabilitation du réseau routier vont permettre d'améliorer la connectivité, de faciliter les déplacements et de stimuler le développement économique à travers tout le Gabon. ■

ALGÉRIE-MALI

Malaise diplomatique

La relation bilatérale entre les deux voisins connait depuis quelques semaines un coup de froid. Le Mali n'a pas du tout apprécié les rencontres tenues à Alger avec certains groupes rebelles du nord du pays et l'accueil chaleureux réservé par les autorités algériennes à l'imam Mahmoud Dicko dont les rapports avec la junte au pouvoir ne seraient pas au beau fixe. A Bamako, ces événements sont qualifiés d'ingérence dans ses affaires, voire d'hostilité, au regard des vives tensions existantes entre gouvernement et mouvements armés. D'où la convocation le 20 décembre dernier par le ministre malien des Affaires étrangères, Abdoulaye Diop, de l'ambassadeur algérien en poste dans le pays. Le gouvernement malien dénonce des « actes inamicaux posés par les autorités algériennes, sous le couvert du processus de paix au Mali ». ■

COVID-19

Des vaccins produits en Afrique

La start-up allemande BioNTech a lancé le 18 décembre 2023 à Kigali au Rwanda sa première unité de fabrication de vaccins à ARN contre le Covid-19 en Afrique. D'un coût estimé à 150 millions de dollars, cette structure qui s'étend sur une superficie de 35 000 m2, a été inaugurée par le président rwandais, Paul Kagamé, en compagnie de plusieurs personnalités du monde. A en croire les autorités rwandaises, cette infrastructure devrait être la première d'un « réseau de production robuste et décentralisé en Afrique, offrant une capacité de production de plusieurs centaines de millions de doses de vaccins ARN-m ». Elle devra démarrer sa production dès 2025. ■

PRÉSIDENTIELLE AUX COMORES

Six candidats pour un fauteuil

Les Comoriens sont attendus aux urnes ce 14 janvier 2024 dans le cadre du premier tour de l'élection présidentielle. En poste depuis 1999, le président sortant Azali Assoumani est candidat pour la quatrième fois face à cinq autres personnalités du pays. Notamment, Aboudou Soefo, ancien ministre des Affaires étrangères, Mohamed Abdallah Daoudou, ancien ministre de l'Intérieur, ou l'ancien président, Ahmed Abdallah Sambi, en résidence surveillé depuis cinq ans et condamné en 2023 à la prison à perpétuité pour haute trahison. Un probable second tour pourrait se tenir le 24 février 2024.■

SANS LANGUE DE BOIS

YACINE IDRISS DIALLO

président de la Fédération ivoirienne de football (FIF)

« Nous avons tout mis en œuvre pour que cette CAN soit une réussite éclatante »

« L'Afrique a un rôle clé à jouer dans le football mondial »

« J'ai l'avantage d'être dans le football depuis de nombreuses années et moi, je le dis toujours, je ne suis pas quelqu'un qui triche… »

« Nous qui sommes dans le football depuis plusieurs années, on a connu plusieurs périodes et à chaque période, on a eu des leaders et Gianni Infantino est un leader particulièrement efficace. (…) L'évolution exponentielle des ressources financières de la FIFA, l'évolution de l'appui aux différentes fédérations, multiplié par sept en sept ans. Ce sont des choses qu'il faut respecter, ce sont des choses qu'il faut encourager. »

« Il faut un engagement fort des Chefs d'Etats africains. Mais il faut aussi une capacité de gestion rigoureuse des ministres et des présidents de fédérations pour que l'argent qu'on met dans le football aille au football et produise des résultats de qualité. Ça passe donc par des infrastructures de qualité, de base, dans toutes nos régions, ça passe par des moyens de détection dans toutes nos régions, ça passe par des centres techniques régionaux si possible, pour maintenir les gamins dans leur environnement et les faire grandir »



© DR

« Mon opinion, c'est que la CAN sera très ouverte. Je pense que toutes les équipes, nous avons une dizaine d'équipes africaines qui ont le potentiel pour gagner cette CAN aujourd'hui. Après tout va se jouer sur les détails. Je pense que nous avons des équipes qui ont prouvé leur force, leur puissance »

« Quand on donne la subvention, on contrôle derrière, si tu ne paies pas, on bloque. On a bloqué les subventions de ceux qui ne respectaient pas le cahier des charges qu'on leur a donné. Les clubs nous ont élus, mais c'est pourquoi ? C'est pour pouvoir faire évoluer le football national. C'est un contrat de vérité. Quand je me bats, pour trouver les moyens, ils doivent les utiliser en respectant les engagements qu'ils ont pris parce qu'on est tombés d'accord dessus. »

« Regardez la nomenclature de nos pays. Combien de pays ont la capacité d'avoir une économie sportive à même de faire vivre le milieu du football, l'écosystème du football ? Il n'y en a pas cinq. Je ne les citerai pas… »

« Les meilleures équipes africaines aujourd'hui sont connues. La première meilleure équipe africaine, c'est le Sénégal, championne d'Afrique en titre, la deuxième meilleure équipe africaine, c'est le Maroc qui a joué la demi-finale de la Coupe du monde. Ça, c'est factuel, c'est la réalité. »

« Nous connaissons nos faiblesses. Nous avons donné une année à Jean-Louis Gasset pour faire la revue de l'ensemble des effectifs. A partir de maintenant nous rentrons dans la dernière ligne droite donc tout sera mis en œuvre pour avoir les 25 meilleurs joueurs possibles en meilleure forme le 13 janvier 2024 »

Lydia Mutyebele

Madame l'échevine !

Cette femme de terrain et de dossiers originaire du Congo est, depuis 2020, l'échevine du logement, de la régie foncière, du patrimoine public et de l'égalité des chances de la ville de Bruxelles.

Par Patrick NDUNGIDI

Elle est née en 1978 en République démocratique du Congo (RDC) et est arrivée en Belgique à l'âge de 6 ans dans les bagages de son père, qui deviendra un célèbre pasteur au sein de la communauté évangélique congolaise. C'est donc dans cette double culture congolaise et belge que grandit la jeune Lydia au sein d'une famille très soudée. Elle a eu un brillant parcours universitaire à l'université libre de Bruxelles ponctué par un Master en droit. Mais ce n'était pas assez pour elle. Elle va effectuer un Master complémentaire en droit international privé. *« J'ai fini mes études à l'âge de 22 ans »*, se réjouit l'échevine.

Néanmoins, malgré ce brillant cursus universitaire, Lydia est très vite confrontée à la discrimination. Elle constate que tous ses anciens camarades trouvent facilement du travail, contrairement à elle. *« C'est à ce moment-là que je me rends compte que je suis discriminée car je suis une femme, jeune et noire. A chaque fois on m'exigeait d'avoir de l'expérience. Mais, si je ne suis pas engagée, comment pourrais-je acquérir de l'expérience ?»*, se rappelle-t-elle. Finalement, elle rejoint comme avocat stagiaire, un cabinet appartenant à un avocat congolais, mais se rend compte qu'on ne lui confie que des dossiers mineurs comme des vols de portefeuille. Le comble c'est que même des prisonniers refusaient ses services comme avocate commis d'office.

Après moins d'un an comme avocate au barreau de Bruxelles et face à toutes ses frustrations, Lydia Mutyebele décide de se lancer en politique *« parce que ça ne servait à rien de rester râler chez moi»*. Elle rejoint le parti *« Chrétiens Démocrates Humanistes»* (CDH), devenu depuis *«Les Engagés»*, et commence à organiser des réunions pour intéresser des jeunes à la politique, avant d'être engagée dans un cabinet politique. En 2006, sur demande du parti, elle est candidate aux élections et est élue, pour la première fois, au Conseil communal de la ville de Bruxelles. En 2012, estimant que la vision du CDH ne correspondait plus à ses valeurs, elle intègre le parti socialiste (PS). *« Le PS est un parti de gauche, où on défend la solidarité, la multiculturalité et le vivre ensemble. C'est vraiment les valeurs dans lesquels je m'identifie »*, explique Lydia Mutyebele.

Femme d'action et de convictions

Bien que qu'elle ne soit pas réélue lors des élections communales de 2012, elle intègre le Conseil du centre public d'action sociale (CPAS), organisme qui a pour mission *« d'assurer aux personnes et aux familles l'aide due par la collectivité »*. Lors des élections communales de 2018, Lydia Mutyebele est de nouveau élue comme conseillère communale. En 2020, lorsque la Belgique se dote enfin d'un gouvernement fédéral, Philippe Close, bourgmestre réélu de la ville de Bruxelles, la nomme au poste d'échevine chargée du logement, de la régie foncière, du patrimoine public et de l'égalité des chances. A ce poste, elle est notamment chargée de *« recréer »* le visage de la capitale belge. Son credo et celui de son parti : *« La ville à 10 minutes »*. Que chaque Bruxellois puisse bénéficier d'infrastructures de base à 10 minutes de son lieu de résidence. Aujourd'hui, l'échevine, mère de deux enfants, est responsable de la gestion des 3.800 logements et 400 commerces que possède la ville de Bruxelles. *« C'est un grand mandat avec de grandes responsabilités. C'est une très belle opportunité que le bourgmestre m'a accordée en me nommant échevine »*, se réjouit Lydia Mutyebele

Proche des Bruxellois Lydia Mutyebele ambitionne de se représenter aux élections communales de 2024 afin de poursuivre le travail réalisé jusque-là. *« J'espère que je serai toujours échevine parce que nous avons réalisé tellement de choses dans la ville de Bruxelles et j'ai envie de continuer »*, conclut l'échevine à qui le bourgmestre a remis récemment les rênes de la ville de Bruxelles pendant quelques jours.

Par ailleurs, la ville de Bruxelles a scellé un partenariat, en matière de procédures d'état-civil, avec la commune de Kimbanseke, à Kinshasa. Et Lydia Mutyebele a eu l'occasion de représenter le bourgmestre de Bruxelles à deux reprises dans cette commune de la capitale de la RDC. Elle est en outre très fière d'avoir contribué à l'inauguration du nouveau centre culturel congolais de Bruxelles avec une programmation ouverte aux cultures africaines, qui sera pleinement opérationnel au courant de cette année 2024, *« C'est l'une de mes meilleures réalisations»*, explique –t-elle, *« C'est la maison de tout le monde, un lieu d'expression attendu depuis 20 ans, où chaque culture pourra s'exprimer librement, sans complexe »*, Belgo-congolaise jusqu'au bout !■

Après moins d'un an comme avocate au barreau de Bruxelles et face à toutes ses frustrations, Lydia Mutyebele décide de se lancer en politique «parce que ça ne servait à rien de rester râler chez moi». Elle rejoint le parti «Chrétiens Démocrates Humanistes» (CDH), devenu depuis «Les Engagés», et commence à organiser des réunions pour intéresser des jeunes à la politique, avant d'être engagée dans un cabinet politique.



© DR



Sénégal

Une présidentielle indécise…

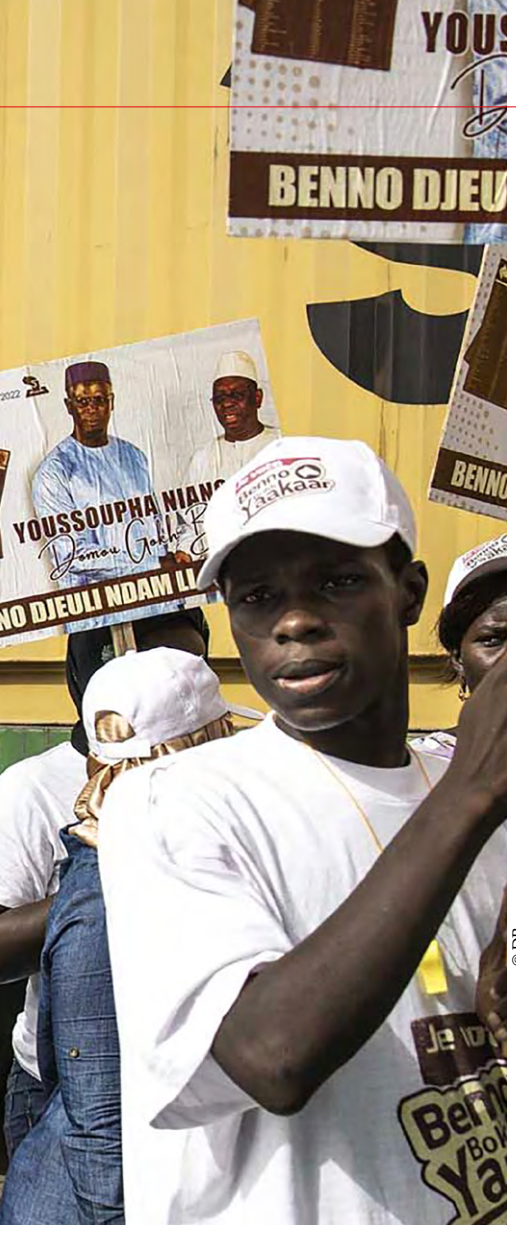
Après deux mandats à la tête du Sénégal, Macky Sall s'apprête à céder son fauteuil lors de l'élection présidentielle prévue le 25 février 2024. En l'absence d'un favori qui se détache du lot, le jeu politique reste ouvert entre une multitude de prétendants.

Par Suzanne CHEVALIER

Le Sénégal s'achemine vers l'élection présidentielle du 25 février 2024 avec beau-coup d'incertitudes. A commencer par l'identité des candidats qui seront effecti-vement sur la ligne de départ le jour du scrutin. En effet, il est désormais clair que Macky Sall, le président sortant, ne briguera pas un troisième mandat, position qu'il a réaffirmée lors de son discours de nouvel an. Son principal opposant, Ousmane Sonko, ne sera pas non plus de la partie. Comme on pouvait s'y attendre, le Conseil constitutionnel a rejeté sa candidature, jugeant son dossier incomplet. Alors que ses déboires judiciaires sont loin d'être finis, des proches du pouvoir soutiennent ouvertement que l'empêcher de participer au scrutin est devenu *« une affaire d'État »*. Le Conseil constitutionnel doit publier la liste définitive des candidats le 20 janvier.

Un dauphin qui se cherche

Cette situation laisse le jeu ouvert pour les autres prétendants, même si, à l'absence de sondages – leur divulgation étant interdite par la loi sénégalaise –, on ne sait pas ce que pèse réellement les uns et les autres. Pour le moment, seul le candidat du pouvoir, l'actuel Premier ministre Amadou Ba, tient le haut du pavé. Profitant de cette confusion des rôles que lui confère sa double casquette de can-didat et de chef du gouvernement, il mène une pré-campagne à peine déguisée, multipliant les inaugurations, les lancements de travaux d'infrastructures et les promesses électorales. Une façon subtile d'occuper le terrain et de remobiliser les troupes autour de sa candidature. Il s'est fait investir par les trois principaux partis de la majorité présidentielle (APR, PS,



© DR



© AFP

Macky Sall va passer la main à un nouveau chef de l'Etat.

AFP) lors de cérémonies distinctes. « Je suis convaincu que je peux mener cette coalition à la victoire », a-t-il assuré. Il peut s'appuyer sur le bilan « inégalable et incontestable » du président sortant. Mais en dépit de cet avantage comparatif par rapport à ses adversaires et des moyens colos-saux à sa disposition, le dauphin choisi par Macky Sall peine à rassurer, y compris dans son propre camp, sur ses chances de l'emporter au premier tour comme il l'affirme dans chacune de ses déclarations politiques. Des voix se font régulièrement entendre au sein de « Benno », la coalition qui porte sa candidature, pour remettre en cause ses capacités à leur assurer la conservation du pouvoir. Pourtant membre de son gouvernement, Mame Mbaye Niang (ministre du Tourisme et des Loisirs) a ainsi ouvertement critiqué le candidat de son camp, estimant qu'il *« ne fait pas le poids »*.

Seul le candidat du pouvoir, l'actuel Premier ministre Amadou Ba, tient le haut du pavé. Profitant de cette confusion des rôles que lui confère sa double casquette de candidat et de chef du gouvernement, il mène une pré-campagne à peine déguisée, multipliant les inaugurations, les lancements de travaux d'infrastructures et les promesses électorales.

Veillée d'armes

En face, l'opposition peine à reprendre l'initiative politique depuis les violentes manifestations de juin dernier. Certains (Idrissa Seck) ont curieusement disparu des radars. D'autres (Khalifa Sall) sont contraint de mener une discrète pré-campagne. Toutefois, pour certains analystes, cette relative discrétion de l'opposition est une stratégie intelligente, consistant à laisser Amadou Ba s'entre-déchirer avec les autres candidats issus de son camp (Mahammed Boun Abdallah Dionne, Aly Ngouille Ndiaye, Mame Boye Diao, entre autres) et de porter l'estocade le moment venu. « Le moment décisif sera après la publication de la liste définitive des candidats, le 20 janvier », nous confie une source bien introduite dans les tractations au sein de l'opposition. Notre interlocuteur est convaincu qu'on verra alors une opposition sou-dée et en ordre de bataille.

Pour le moment, la recomposition du jeu politique reste illisible. Le filtre du parrainage a permis d'y voir un peu plus clair. En effet sur la centaine de prétendants qui avaient déposé leurs dossiers au Conseil consti-tutionnel, seule une dizaine a passé l'épreuve fatidique des parrainages.■

PROFIL DES CANDIDATS

Amadou Ba (Benno Bokk Yakaar)

Sous l'ombre de Macky

« Le chemin est balisé, la victoire est devant nous », lui a promis Macky Sall, lors de la cérémonie d'investiture par son parti, l'APR, le 21 décembre 2023. *«Vous êtes de taille et vous êtes capable de mener le Sénégal vers des horizons nouveaux »*, renchérit Moustapha Niasse, l'ancien président de l'Assemblée nationale et leader de l'AFP, un parti allié au sein de « Benno Bokk Yakaar » la coalition présidentielle qui porte la candidature d'Amadou Ba. A 62 ans, le candidat de la majorité présidentielle est naturellement l'un des favoris du prochain scrutin. Mais malgré ces déclarations confiantes, le dauphin choisi par Macky Sall peine à se départir de l'ombre tutélaire de son mentor et à rassurer sur ses capacités de leadership. Pour l'ancien ministre des Finances, le défi reste de taille. *«Benno»*, qui n'avait obtenu que 46% des suffrages lors des dernières législatives, risque d'être confronté à une dispersion des voix dans ses rangs à cause des candidats dissidents. En outre, le bilan de Macky Sall, dont il est comptable, constitue autant un atout qu'une faiblesse pour Amadou Ba. Nombre d'observateurs le considèrent comme « un candidat par procuration, dépourvu de charisme et de base politique » et, pour cette raison, ne le voient pas franchir le premier tour. Cependant, il ne faut pas sous-estimer ce technocrate discret qui a patiemment tissé sa toile depuis plusieurs années. Il rappelle d'ailleurs un certain Macky Sall en 2012, sur qui personne ne misait réellement. En effet, en dépit de ses réelles faiblesses, le candidat de *« Benno »* dispose d'atouts non négligeables. D'abord son parcours (directeur des Impôts et Domaines, ministre des Finances,


© DR

ministre des Affaires étrangères et désormais Premier ministre). C'est d'ailleurs le principal argument invoqué par Macky Sall pour justifier son choix d'en faire son dauphin. Ensuite, les moyens de l'État et un soutien de taille en la personne de Macky.

Khalifa Sall (Taxawu Sénégal)

La revanche sur l'histoire ?

A 67 ans, Khalifa Ababacar Sall s'apprête à participer à son premier scrutin présidentiel. Pourtant, c'est un vieux routier de la vie politique sénégalaise. Après avoir manqué l'échéance de 2019 dont il était considéré comme l'un des favoris, il s'apprête à livrer une bataille décisive le 25 février 2024. Lui qui avait conquis la mairie de Dakar en 2009, puis réélu en 2014 avant d'en être éjecté en 2018 suite à son emprisonnement dans l'affaire dite de la caisse d'avance, vise la magistrature suprême pour couronner une carrière politique de plus de 40 ans. Ce qui serait une belle revanche sur l'histoire que de succéder à son bourreau d'hier.

Mais comme Amadou Ba, Khalifa dispose autant d'atouts que de faiblesses. En effet, s'il présente sans doute un profil rassurant pour ce que l'on appelle « le système » et peut s'appuyer sur son expérience et son électorat dakarois, on ne sait pas réellement ce qu'il pèse en dehors de la capitale, surtout dans le monde rural. D'autant plus que la belle machine électorale que constituait la coalition « Yewwi Askan Wi », qu'il avait créé avec Ousmane Sonko, semble s'être brisée sous le choc des ambitions de ses leaders et face à la ruse politique de Macky Sall qui a réussi à diviser l'opposition à travers son appel au dialogue. Enfin, son principal lieutenant et actuel maire de Dakar, Barthélémy Dias, vient de subir un revers judiciaire décisif devant la Cour Suprême pour une vieille affaire de meurtre, laissant peser une menace sur ses deux fauteuils de maire et député. En dépit de tout cela, Khalifa semble être le candidat de l'opposition le mieux placé pour


© DR

surfer sur le désir de changement et pourquoi pas être le bénéficiaire d'une troisième alternance.

Idrissa Seck (Rewmi)

L'énigme

Que veut réellement Idrissa Seck ? On pourrait reformuler la question autrement – que vaut-t-il finalement ? – sans être certain de trouver la réponse. A 63 ans, « Mara », comme on l'appelle, n'en finit pas de dribler son monde. Très tôt lancé dans la course après sa rupture avec Macky Sall, bien avant les événements tragiques de juin dernier, l'ancien Premier ministre d'Abdoulaye Wade a complètement disparu des radars ces derniers temps. Celui qui avait habitué les Sénégalais à de longs discours ponctués de versets coraniques dans les médias, s'est depuis emmuré dans un silence assourdissant. Ce qui a d'ailleurs commencé à alimenter les rumeurs sur un éventuel désistement. Lui qui se considère comme le chef de file de l'opposition – il était arrivé deuxième au scrutin de 2019 derrière Macky Sall et devant Sonko – a beaucoup perdu de son aura. Lâché par ses anciens lieutenants d'hier (Déthié Fall, Abdourahmane Diouf), il n'a pas même pas réussi à faire valider le nombre de signatures requis – la loi lui donne une seconde chance pour compléter un nombre important de signature dans un délai très court. Sa candidature est en danger.



© DR

Karim Wade (PDS)

Au nom du père

Il est omniprésent sur les réseaux sociaux, mais reste toujours absent du Sénégal. Il s'est même adressé au peuple sénégalais, le 1er janvier, dans une vidéo de près d'un quart d'heure, annonçant la fin prochaine de son « exil forcé » à Doha et se posant comme le candidat du rassemblement et de la réconciliation nationale. Mais ce premier discours officiel depuis sa sortie de prison pose plus de questions que de réponses. Certains allant même jusqu'à dire qu'il s'agit de l'intelligence artificielle et que ce n'était pas Karim en chair et en os…

En attendant son grand retour au pays, Karim (55 ans), fils de l'ancien président Abdoulaye Wade, continue de cultiver le mystère sur ses intentions. Redevenu éligible depuis août, ses partisans l'attendent comme le messie. Même si le doute commence à s'incruster dans les rangs. « Il commence à nous inquiéter », nous confie un militant du PDS. Dépourvu d'une réelle expérience politique, celui que l'on surnommait « le ministre du ciel et de la terre » aura la lourde tâche de reprendre le flambeau laissé par son vieux père qui en a fait l'héritier du parti qu'il a fondé. Si Karim n'a sans doute pas l'aura politique de Wade-père, ni un passé militant convainquant, il pourra néanmoins s'appuyer sur un parti structuré et un électorat fidèle. S'il parvient à faire valider sa candidature, il aura certainement son mot à dire dans la redistribution des cartes.



© DR

PROFIL DES CANDIDATS

Quel plan B pour l'ex-Pastef ?

Sonko hors course, qui pour incarner ce que les militants de l'ex-Pastef appellent « le projet » ? La question se pose avec d'autant plus d'acuité que le « plan B » officiel, l'inspecteur des Impôts et Domaines, Bassirou Diomaye Faye, se trouve également en prison, poursuivi quasiment pour les mêmes chef d'accusation qu'Ousmane Sonko. Beaucoup d'observateurs doutent qu'il soit le vrai « plan B ». Mais quel qu'il soit, le candidat désigné ou soutenu par l'ex-Pastef va forcément peser sur ces élections. Ce parti a connu une progression fulgurante ces dernières années et cristallise l'espoir de beaucoup de Sénégalais, notamment au sein de la jeunesse. L'hypothèse d'un Sonko faiseur de roi derrière les barreaux, est plus que plausible. Le discours antisystème qu'il incarne trouve un large écho auprès des jeunes (0-35 ans) qui font 75% de la population. Un éventuel candidat de l'ex-Pastef, s'il parvient à surmonter l'obstacle juridique, sera toutefois confronté au défi de reconstituer un appareil politique dans un délai très court et de tisser de nouvelles alliances. En effet, quasiment tous les responsables du parti dissout se trouvent actuellement en prison. En attendant de savoir si Sonko ou l'un de ses lieutenants parviendra à défendre « le projet », des candidats proches de l'opposant (Boubacar Camara, Cheikh Tidiane Dièye, Déthié Fall et Habib Sy) ont franchi avec succès l'épreuve fatidique des parrainages… avec l'aide de Sonko. Et si l'un d'eux était le véritable plan B ?


© DR

Les outsiders

A côté des « grands » candidats (Amadou Ba, Khalifa Sall, Karim Wade et celui qui défendra éventuellement les couleurs de l'ex-Pastef) qui ont passé sans coup férir l'épreuve des parrainages, puisqu'ayant opté pour le parrainage d'élus (13 députés ou 120 élus locaux), des outsiders ont réussi le pari de mobiliser suffisamment de signatures (entre 44 231 et 58 975 électeurs, soit entre 0,6% et 0,8% du fichier électoral) et devraient, sans surprise de dernière minute d'ici le 20 janvier et l'examen du fond de leurs dossiers, être sur la ligne de départ le 25 février. Il s'agit de Boubacar Camara, Déthié Fall, Cheikh Tidiane Dièye, Habib Sy ou encore du Pr Daouda Ndiaye, chef du département de parasitologie de l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar, qui a réussi, à la surprise générale, à obtenir le nombre de parrains requis, là où certains vieux briscards de la scène politique (Idrissa Seck, Mimi Touré, Mahammed Boun Abdallah Dionne ou encore Aly Ngouille Ndiaye) sont passés à la trappe ou en sursis, parce que devant repartir à la pêche des signatures dans un délai très court pour compléter leur dossier. Anta Babacar Ngom, directrice générale de la Sedima (agroalimentaire), elle aussi novice en politique, est pour le moment la seule femme à franchir cette étape.


© DR


© DR


© DR


© DR

BADEA

Arab Bank
for Economic
Development
in Africa

“ 50 ans au service du Continent et de la coopération arabo-africaine au travers des investissements et du commerce”

“50 years at the service of Continent and of fostering Africa-Arab cooperation through investment and trade”

@BADEABANK

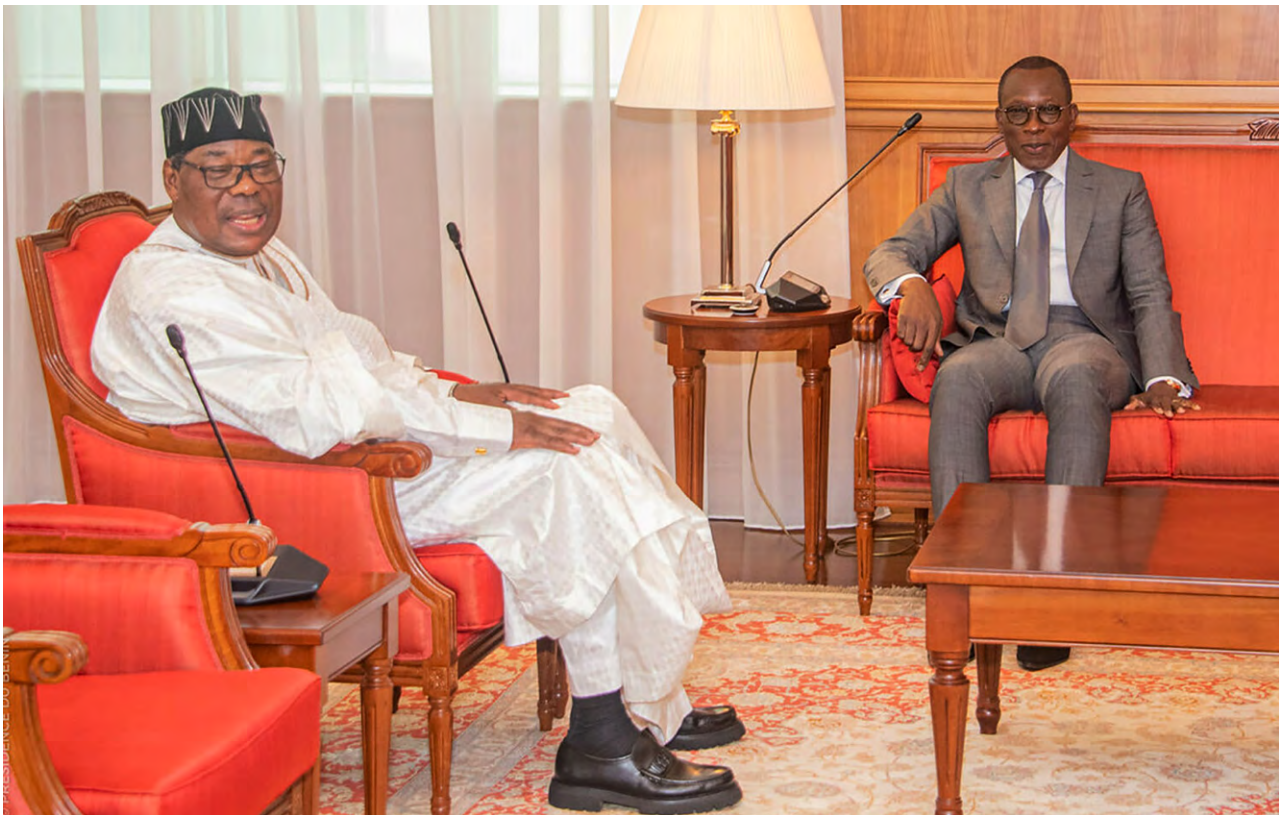
WWW.BADEA.ORG

Bénin

Un air de détente

La rencontre entre le président Patrice Talon et son prédécesseur et opposant, Thomas Boni Yayi le 27 novembre 2023, a permis de lever certaines équivoques. Mais, l'horizon vers des élections générales apaisées en 2026 ne semble pas totalement dégagé.

Par Claire MEZANG



© DR

Un vent de convivialité s'est emparé des salons huppés du palais présidentiel de la Marina de Cotonou au soir du 27 novembre 2023. L'air détendu et en apparente convivialité, Patrice Talon et Thomas Boni Yayi ont conversé pendant de longues minutes. Ces images étaient inimaginables il y a encore quelques années, tant les rapports entre le président béninois et son prédécesseur et opposant s'étaient considérablement dégradés. En effet, en 2019, la résidence de Boni Yayi avait été assiégée pendant plusieurs jours par la police. Le camp a pu être levé au terme d'âpres négociations entre le président Talon et les chefs traditionnels ainsi que des cadres de Savè et Tchaourou, fief de l'ancien chef d'Etat. La rencontre du 21 novembre dernier a été un moment idoine pour les deux grandes figures de la scène politique béninoise de passer l'éponge sur plusieurs épisodes ayant envenimé le climat politique dans le pays. L'audience entre le chef de l'Etat et le leader du parti « Les Démocrates » qui se tenait dans la perspective des élections générales de 2026 a abouti à un accord sur la question du fichier électoral, objet d'un quiproquo de plusieurs années entre pouvoir et opposition. Il a ainsi été convenu de ce que, pour sortir définitivement de ce malentendu permanent, Thomas Yayi Boni trouve un prestataire chargé d'auditer ledit fichier, tandis que Patrice Talon se dit disposé à régler la note au cas où le financement venait à faire défaut. Encore des divergences à surmonter

Mais au-delà des simples apparences, le dialogue entre pouvoir et opposition a encore du chemin. Le trajet menant aux élections de 2026 est encore parsemé d'obstacles et d'exigences à lever. A deux ans du quadruple scrutin, le contentieux entre les deux camps n'est pas encore totalement vidé. Dans ses réclamations, l'opposition ne cesse de dénoncer le


© DR

caractère non inclusif de la Commission électorale nationale autonome (CENA) et de la Cour constitutionnelle du fait de l'absence de ses membres au sein de ces instances chargées d'organiser les prochaines élections municipales, communales, législatives et présidentielle. Pour le chef du principal parti de l'opposition béninoise, en l'état actuel, les deux organes ne sauraient garantir des élections libres, transparentes et démocratiques. *« On ne peut pas aller aux élections de 2026 avec le statut quo. Il faut trouver des solutions. Il faut un consensus. Il faut qu'on vide cette question d'inclusivité. Ayons le courage d'y trouver une solution. Si ça marche on dira que c'est vous. Si ça tourne mal, on dira encore que c'est vous »*, a lancé l'ancien président. Au passage, Boni Yayi n'a pas manqué de renier aux Forces cauris pour un Bénin émergent (FCBE), la qualité de formation politique de l'opposition.

Dans le camp du pouvoir, la question de l'inclusivité au sein de la CENA et de la plus haute juridiction du pays semble plutôt être relativisée. *« Ce n'est pas parce qu'ils (FCBE, NDLR) ne m'insultent pas comme vous, que vous allez leur contester ce statut. Président Boni Yayi, vous avez été élu en 2006 avec une Cour qui ne comptait aucun de vos représentants, pareille pour Mathieu Kérékou en 1996 et pour moi en 2016. Je n'ai pas touché aux dispositions sur le mode de désignation des membres de la CENA et de la Cour »*, a répliqué Patrice Talon. Mais, nombre d'observateurs sont unanimes sur le fait que la prise en compte de l'opposition dans ces deux instances contribuerait à éviter le rejet systématique des résultats des élections. De même que la présence de cette dernière au sein de ces deux organes garantirait davantage la paix sociale et politique dans le pays.

Le trajet menant aux élections de 2026 est encore parsemé d'obstacles et d'exigences à lever. A deux ans du quadruple scrutin, le contentieux entre les deux camps n'est pas encore totalement vidé.

Fermeté et intransigeance

En tout cas, autant le locataire de la Marina se montre souple, autant il fait également preuve d'audace à l'égard d'une opposition belliqueuse. Thomas Yayi Boni plaide également en faveur d'un retour des exilés et de la libération d'opposants politiques, dont Reckya Madougou, empêchée de participer à la présidentielle de 2021 et toujours maintenue derrière les barreaux. Accusée de *«financement du terrorisme»*, l'opposante a été condamnée à 20 ans de prison ferme. Le professeur Joël Aïvo, condamné à 10 ans de réclusion criminelle pour *« complot contre la sûreté de l'État »* et *« blanchiment de capitaux »* purge également sa peine. La promulgation d'une loi d'amnistie constitue pour le leader de l'opposition une lueur d'espoir de voir ses camarades revenir au pays pour les uns et sortir de prison pour les autres. Mais, Patrice Talon demeure imperturbable. *« Je ne compte pas gracier Reckya Madougou. Je vous l'ai déjà dit, Mr le président. Tout le monde doit rendre des comptes, la casquette politique ne vaut pas amnistie. Les exilés sont partis parce qu'ils étaient convoqués par la justice »*, soutient le président de la République. Le 23 décembre dernier, le numéro un béninois, revenant sur ces deux cas a réaffirmé sa fermeté. Pour lui, il n'est pas question de *« sélectionner 10, 20, 30 personnes dans le pays, et dire ceux-là, on les amnistie de tout ce qu'ils ont fait. Quel que soit ce qu'ils ont fait ! Ce n'est pas possible »*, a-t-il martelé.■

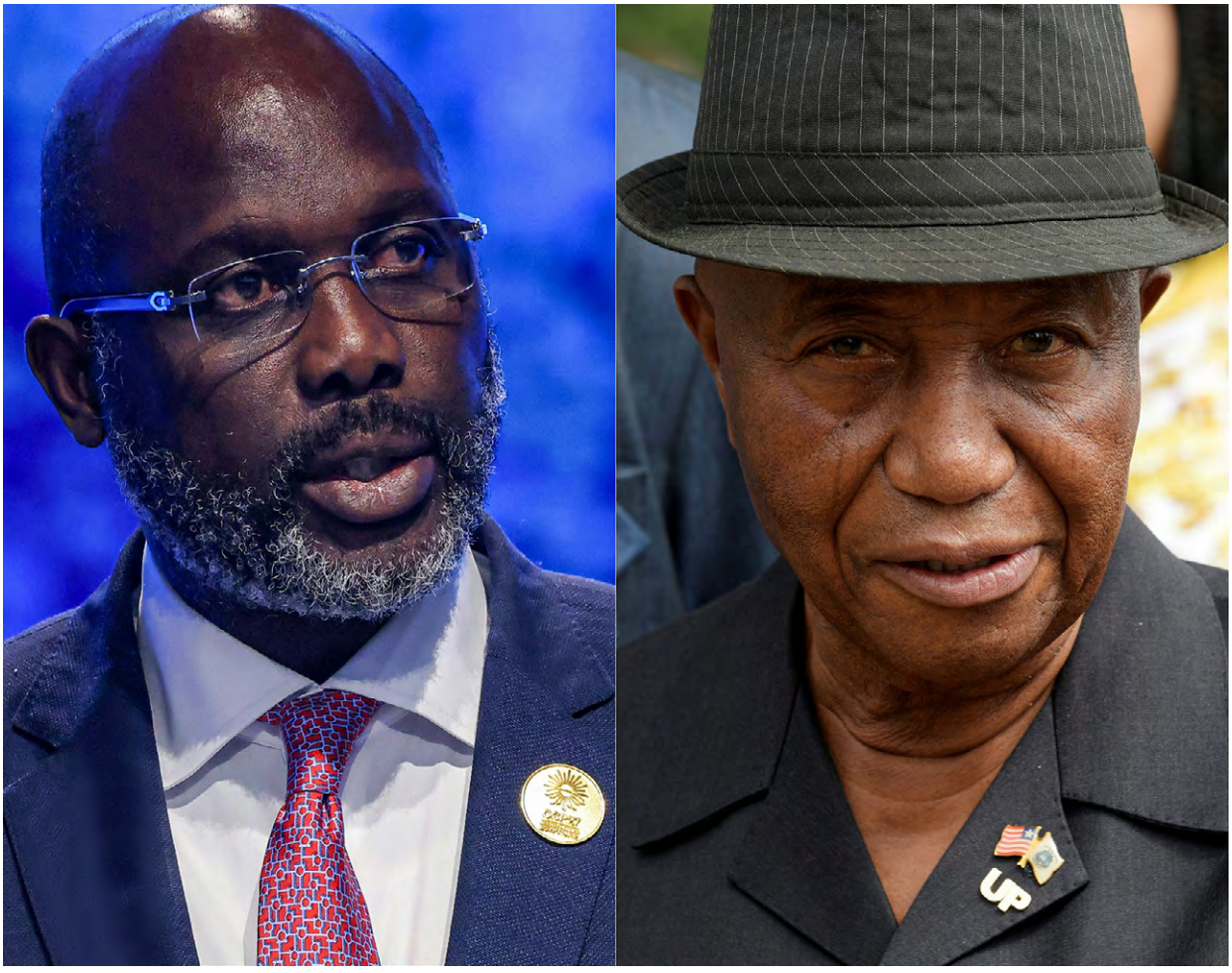


Liberia

George Weah soigne sa sortie

Le président sortant est salué pour son esprit sportif après avoir accepté sa défaite face à son rival dans la course à la présidentielle, Joseph Boakai. Il quitte la présidence du Liberia dans quelques jours avec dignité.

Par Vanessa ITGNIA



© DR

George Weah, président sortant de la République du Liberia, incarne à la fois le fair-play politique et le respect de la démocratie. Cet ancien footballeur de renommée mondiale a su transférer les valeurs de respect, d'équité et de justice du terrain de jeu à la sphère politique. Il a été élu président du Liberia en 2017, marquant une transition pacifique du pouvoir avec son prédécesseur Ellen Johnson Sirleaf qui l'avait battu quelques années plus tôt.

Pour le scrutin de 2023, malgré une campagne électorale intense, l'ancien footballeur devenu politicien a toujours prôné le respect des règles démocratiques Il est donc normal qu'il ait accepté les résultats du scrutin sans contestation. Cette attitude exemplaire renforce la confiance des citoyens dans le processus démocratique et ouvre la voie à une transition en douceur vers un nouveau gouvernement. "Nous vivons une époque formidable au Libéria et en Afrique, car une telle action de la part d'un président en exercice est très, très, très rare", s'est félicité le défenseur libérien des droits de l'homme Hassan Bility, après la décision du président Weah de reconnaître sa défaite alors



George Weah s'est plié avec classe aux résultats des urnes.

© DR

même que ses partisans à tort ou à raison commençaient à s'agiter.

En tant que président, George Weah a fait preuve d'un sens politique remarquable pendant son mandat. Il a encouragé le dialogue et la collaboration entre les différents acteurs politiques, mettant de côté les différences partisanes pour se concentrer sur l'intérêt supérieur du pays. Sa volonté de travailler avec toutes les parties a permis de renforcer la stabilité politique et de favoriser un climat propice au développement du Liberia. Pourtant, il avait hérité d'un pays au creux de la vague économiquement et dans lequel les clivages sociaux étaient nombreux. Avec les moyens du bord, il a essayé de remettre son pays à flots, mais il y avait tant à faire. Et c'est sur certaines de ses insuffisances que ses opposants ont surfées pour finalement lui damer le pion.

Au début de son mandat en 2018, George Weah avait promis la mise en place des réformes visant à renforcer la démocratie et à promouvoir la transparence. L'amélioration du système électoral, la protection des droits de l'homme et la lutte contre la corruption faisaient également partie des promesses faites aux Libériens. Et si sa volonté de rendre des comptes et de garantir l'égalité des chances pour tous les citoyens a été saluée tant au niveau national qu'international, la corruption n'a pas été éradiquée dans le pays. Selon Transparency International, elle a même progressé. Pire, certains proches du président sortant ont été épinglés dans des affaires de corruption. Et cette situation a semé le trouble et le doute dans l'esprit des Libériens.

En revanche, le programme d'infrastructures, avec la construction de routes et d'hôpitaux, a connu un succès certain. Dans la même veine, la mesure de gratuité pour l'enseignement secondaire a été grandement apprécié par les Libériens. L'ancien footballeur doit pouvoir compter sur certaines de ses réussites pour préparer le futur. Il a fait entendre à ses partisans qu'il avait perdu une bataille mais pas la guerre. « Nous ne pouvons pas non plus nous reprocher de ne pas avoir remporté la victoire, c'est une courbe d'apprentissage », a-t-il déclaré en substance aux sympathisants de la Coalition pour le changement démocratique (CDC) qui le soutiennent. A 57 ans, celui qui va passer dans quelques jours, le flambeau à Joseph Boakai, 78 ans, devrait revenir plus fort dans les années à venir.■

> **En tant que président, George Weah a fait preuve d'un sens politique remarquable pendant son mandat. Il a encouragé le dialogue et la collaboration entre les différents acteurs politiques, mettant de côté les différences partisanes pour se concentrer sur l'intérêt supérieur du pays.**





Mali

L'équation de l'intégrité totale

Après la conquête de Kidal, le pouvoir central de Bamako poursuit son offensive dans le nord pour rétablir l'autorité de l'Etat mise à rude épreuve depuis 2012. Mais l'atteinte de cet objectif n'est pas une mince affaire.

Par Georges Auréole BAMBA

Assimi Goïta réussira-t-il son pari ? Le président de Transition du Mali parviendra-t-il à déloger tous les groupes rebelles qui pullulent dans le nord du pays pour rétablir la pleine souveraineté de l'Etat mise à mal par ces bandes de hors-la-loi ? A Bamako, l'on y croit dur comme fer surtout après le retour en mi-novembre dernier de Kidal, ville symbole, ville stratégique et enjeu majeur de souveraine de l'Etat central au sein de la mère-patrie. Dans les rangs de la junte au pouvoir, aucun doute n'est permis. Plus qu'une simple question d'honneur et de fierté, l'équation de l'intégrité totale du Mali sonne comme un impératif catégorique.

Réagissant au lendemain de la prise de Kidal, le président malien n'a pas caché sa détermination à mener le combat jusqu'à son terme. *« Aujourd'hui, nos forces armées et de sécurité se sont emparées de Kidal. Notre mission n'est pas achevée. Je rappelle qu'elle consiste à recouvrer et à sécuriser l'intégrité du territoire, sans exclusive aucune, conformément aux résolutions du Conseil de sécurité »*, avait mentionné dans une annonce, Assimi Goïta sur X (ex-Twitter). Traduction : les insurgés n'ont qu'à bien se tenir car les militaires restent parés pour le combat. Appuyées dans cette offensive en renseignement, conseil et logistique par les paramilitaires russes de Wagner, après le divorce (brutal) d'avec plusieurs forces étrangères, les Forces armées maliennes (FAMA) s'illustrent par une parfaite maîtrise du terrain et une supériorité en matériel de combat. L'armée malienne avance face à des troupes de la Coordination des mouvements de l'Azawad (CMA), du Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (JNIM) affilié à Al-Qaeda et à d'autres indépendantistes qui essaient d'opposer tant bien que

mal une résistance pour sauver ce qu'ils considèrent comme étant leur bastion. La puissance de feu des troupes de Bamako et de leurs supplétifs russes a permis d'opérer une avancée remarquable sur le terrain, faisant perdre à l'ennemi plusieurs de ses positions.

Blocus

Mais, dans cette aventure de reconquête, l'armée n'est pas encore au bout de ses peines. Kidal n'étant qu'une étape parmi tant d'autres qu'il faudra franchir pour parvenir à l'objectif final. L'avenir s'annonce incertain, voire risqué pour Assimi Goïta et ses troupes. La rébellion n'a pas déposé les armes bien qu'ayant essuyé de sérieux revers. Davantage depuis le 20 décembre 2023, le Cadre stratégique permanent (CSP), alliance de groupes rebelles armés, a décrété via un communiqué, *«l'instauration d'un blocus total sur les axes allant de la frontière algérienne vers les villes de Ménaka, Kidal, Gao, Tombouctou et Taoudéni»*. Ces quatre localités situées à cheval entre la Mauritanie, le Mali et le Niger sont incontournables en matière de ravitaillement des populations en denrées de première nécessité. Dans son texte, l'Alliance indique que sa décision *« concerne tous les produits et tout type de moyens de transport »*. Cette position reste constante à la ligne directrice tracée par le CSP au lendemain de la déculottée subie à Kidal. « Les forces du CSP se sont retirées, ni brisées, ni détruites, encore moins anéanties. Nous ne déposerons pas les armes. Notre lutte militaire va constituer à reprendre l'intégralité du territoire de l'Azawad, des cinq régions de Kidal, Tombouctou, Gao, Ménaka et Taoudeni », avait prévenu Attaye Ag Mohamed, un cadre de l'alliance rebelle. Le blocus annoncé est un indicateur de ce que les groupes rebelles ne sont pas prêts d'abdiquer et qu'ils ont de quoi tenir sur la durée. Dans cette guerre asymétrique l'armée de Bamako doit désormais affronter plusieurs groupes armés connus ou plus moins connus. En dehors des mouvements cités plus haut, d'autres groupuscules terroristes restent en activité. L'armée régulière malienne devra donc s'attendre à des actions d'éclats sporadiques de ces ennemis éparpillés dans la nature. L'espace sahélien s'étendant en longueur et en largeur, cette mission s'avère complexe. L'adversité pourrait venir de plusieurs fronts où de nouveaux combattants pourraient surgir.



Le colonel Assimi Goita scrute l'avenir du Mali avec sérénité et détermination.
© DR

L'avenir s'annonce incertain, voire risqué pour Assimi Goïta et ses troupes. La rébellion n'a pas déposé les armes bien qu'ayant essuyé de sérieux revers. Davantage depuis le 20 décembre 2023, le Cadre stratégique permanent (CSP), alliance de groupes rebelles armés, a décrété via un communiqué, « l'instauration d'un blocus total sur les axes allant de la frontière algérienne vers les villes de Ménaka, Kidal, Gao, Tombouctou et Taoudéni ».

Retour de l'administration

Au-delà de la bataille armée que Bamako entend remporter, le rétablissement de la souveraineté passe également par un retour effectif de l'administration dans ce vaste territoire. Passé sous contrôle rebelle en 2012, le nord du Mali s'est vu disséqué en plusieurs territoires administrés par les groupes rebelles. Chacun imposant sa loi et prélevant des taxes à sa guise. La barbarie et les abus perpétrés par les hordes de de rebelles ont contraint une bonne partie de la population à vider les lieux. Dans son offensive et sa mission de pacification, le gouvernement devrait gagner les cœurs et les esprits d'une population qui a eu le sentiment d'avoir été abandonnée par l'administration centrale. Il est question pour Bamako d'entreprendre une politique inclusive de réinsertion sociale à travers la création des activités génératrices de revenus, la lutte contre le chômage, le plein emploi et la mise sur pied de projets d'investissement pour sortir le nord du pays de la pauvreté. Au plan politique, l'ouverture d'un dialogue avec la société civile locale, les branches politiques et modérées des mouvements rebelles en vue d'un partage du pouvoir contribuerait également à un retour réussi de l'administration…après près de douze années d'absence.■



Tchad

Le grand virage de Mahamat Idriss Deby

En dotant le pays d'une nouvelle Constitution et en nommant son redoutable opposant, Succès Masra, au poste de Premier ministre, chef de gouvernement, le président de transition se positionne pour la présidentielle d'octobre 2024.

Par Claire MEZANG

Personne ne le voyait franchir le pas, il y a encore quelques mois. Surtout que l'homme s'était taillé une image d'opposant radical à l'égard du régime de N'Djamena qu'il n'avait de cesse de vouer aux gémonies. Succès Masra a fini par saisir la main tendue du régime de transition. Alors qu'il avait boycotté le Dialogue national inclusif et souverain (DNIS) organisé en 2022, il a accepté le poste de Premier ministre, chef du gouvernement. Cette décision est un coup dur pour l'opposition et une déception pour ces milliers de Tchadiens pour qui le leader du parti « Les Transformateurs » incarnait l'espoir d'une alternance au sommet de l'Etat, après 34 ans d'un règne sans partage de la famille Deby.

Mais pour de nombreux observateurs avertis, ce revirement ne surprend guère. Tant les positions de l'ancien opposant ont considérablement évolué depuis son retour au bercail, après plus d'un an d'exil à l'étranger, suite à la signature le 31 octobre 2023 d'un accord avec le gouvernement tchadien à Kinshasa en République démocratique du Congo (RDC) sous l'égide de la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale (CEEAC) conduite par Félix Tshisekedi. Par ailleurs, Succès Masra a commencé dans à donner


© DR

des signes d'un rapprochement avec le pouvoir en invitant ses compatriotes à voter pour le « oui » lors du référendum constitutionnel du 17 décembre 2023.

Aujourd'hui à la tête d'un gouvernement d'une trentaine de ministres dont la plupart sont des caciques du régime, Succès Masra aura pour mission de mettre sur pied une nouvelle Commission électorale, d'élaborer la loi électorale et d'organiser les élections devant mettre un terme à la transition. En saisissant la main tendue de Mahamat Idriss Deby, le nouveau chef du gouvernement dont les ambitions présidentielles sont un secret de polichinelle va-t-il y renoncer ? L'on en saura davantage au fur et à mesure qu'on va se rapprocher de l'échéance d'octobre 2024.

Succès Masra a fini par saisir la main tendue du régime de transition. Alors qu'il avait boycotté le Dialogue national inclusif et souverain (DNIS) organisé en 2022, il a accepté le poste de Premier ministre, chef du gouvernement.

Une refonte profonde de l'Etat

En attendant, le grand bénéficiaire de la situation politique actuelle, c'est bien Mahamat Idriss Deby. En quelques mois, il a rallié à sa cause, deux grands pourfendeurs du règne des Déby Itno sur le Tchad : l'ex-PM Saleh Kebzabo et son successeur, Succès Masra. Par ailleurs, le Tchad dispose depuis le 1er janvier 2024 d'une nouvelle Constitution. Le texte soumis au référendum le 17 décembre dernier par le gouvernement de transition a été approuvé à 86% des suffrages par plus de 4 millions de Tchadiens sur les 5 millions qui ont voté sur un effectif de 8 millions d'inscrits sur le fichier électoral. Le vote massif du « oui » entérine l'avènement d'un Etat unitaire décentralisé porté par les autorités de transition. Ce choix ouvre surtout un boulevard à un retour à l'ordre constitutionnel.

Après treize années d'attente, date des dernières élections législatives, un scrutin interviendra en octobre 2024 au même titre que l'élection présidentielle. Ainsi, le Tchad pourra tourner la longue page du Maréchal Idriss Deby Itno, tombeur d'Hissène Habré en décembre 1990, qui a régné sans discontinuer jusqu'à sa mort le 20 avril 2021 sur ce vaste pays sahélien. La nouvelle constitution qui est inspirée de la loi fondamentale de 1996 ouvre la voie à une (probable) candidature de Mahamat Idriss Déby (40 ans) et Succès Masra (41 ans) à l'élection présidentielle à venir. Contrairement à celle de 2018 qui exigeait à tout candidat d'être âgé d'au moins de 40 ans révolus, la nouvelle Constitution autorise désormais à tout prétendant d'avoir 35 ans au moins. Elle fait passer le mandat présidentiel de 6 à 5 ans, mais renouvelable une seule fois. Ce texte réinstaure par ailleurs le poste de Premier ministre en tant que chef du gouvernement et responsable devant l'Assemblée nationale. Le Sénat qui depuis 2018 n'existe que sur le papier sera désormais effectif.

D'une manière générale, la nouvelle loi fondamentale consacre une séparation flagrante des pouvoirs. L'indépendance de la justice est ainsi marquée par une attribution de la présidence du Conseil supérieur de la magistrature au président de la Cour



© DR

Le nouveau Premier ministre Succès Masra sait qu'il est attendu au tournant.

suprême et non plus au président de la République, chef de l'Etat. La Haute Cour de justice qui était placée en 2018 sous la Cour suprême est désormais la seule institution habilitée à juger le président de la République *« pour haute trahison »*. De son côté, le Conseil constitutionnel devra dorénavant s'assurer seul de la constitutionnalité des lois, des lois organiques, des décrets et des traités organiques, s'émancipant de fait de la Cour suprême. Il est en outre prévu que le contrôle des textes évoqués précédemment s'effectue de manière automatique avant leur promulgation, mais également sur la base d'un contentieux transmis à cette institution par une cour ordinaire. Cette institution a également compétence de juger les contentieux électoraux et de faire prêter serment au président de la République nouvellement élu.

Les droits fondamentaux en bonne place

En matière de droits fondamentaux, le nouveau texte crée un poste de Médiateur de la République et constitutionnalise la Commission indépendante pour les droits humains. Cette dernière est une autorité administrative chargée de la promotion et de la protection des libertés individuelles. Avec la promulgation d'une nouvelle Constitution, la Commission nationale chargée de l'organisation du référendum constitutionnel (CONOREC) cède la place à l'Agence nationale chargée de la gestion des élections (ANGE). Ce changement de dénomination émane du Dialogue national inclusif et souverain (DNIS) tenu d'août à octobre 2022. Le Conseil économique, social, culturel et environnemental, le Haut conseil des collectivités autonomes et des chefferies traditionnelles, ainsi que la Haute autorité des médias et de l'audiovisuel sont conservés.

L'indépendance de la justice est ainsi marquée par une attribution de la présidence du Conseil supérieur de la magistrature au président de la Cour suprême et non plus au président de la République, chef de l'Etat.

En dépit des évolutions positives, l'avènement de la nouvelle Constitution est diversement apprécié par les différents acteurs. Pour le président de la CONOREC Limane Mahamat, *« sur 22 provinces parmi les 23 que compte le pays, globalement ceux qui ont participé à ce vote ont souscrit à la Constitution qui a été proposée ». «La coalition du « oui » se félicite de l'avènement de ce nouveau texte. Néanmoins, il faut aussi écouter 14% de nos compatriotes qui votent non. Ils ont un message à porter et on doit être à l'écoute de ces compatriotes »*, a souligné Mahamat Assileck Halata, ministre de l'Aménagement et porte-parole de cette coalition. Dans le camp du *«non»*, l'on parle plutôt des résultats biaisés. *«Ils ont transformé les résultats montés depuis longtemps pour les rendre publics. C'est une honte pour le pays»*, s'est offusqué Yoyana Banyara, président du Bloc fédéral.■



EMPOWERING DIASPORA

2ème Édition

Bruxelles – 12 Avril 2024

Organisé Par

REBRANDING AFRICAFORUM

Make Africa Great

- **Vous êtes issu(e)s de la diaspora et aspirez à briser le plafond de verre?**
- **Vous souhaitez rencontrer des mentors pour booster votre carrière?**
- **Vous désirez renforcer votre network socio-professionnel?**
- **L'initiative " Empowering Diaspora " est faite pour vous!**

RDV LE 12 AVRIL 2024

à Bruxelles pour rencontrer des personnalités de référence choisies pour cette édition

SAVE THE DATE

Première du genre, cette initiative vise à stimuler les carrières des cadres issus de la Diaspora par le biais d'échanges, à renforcer le leadership et le partage d'expériences avec des personnalités de talent dont le parcours professionnel et les actions au quotidien sont une source d'inspiration.



Cameroun

L'opposition sort du bois

Dans un contexte politique marqué par une forte concentration du pouvoir, les partis politique de l'opposition tentent de faire entendre leur voix dans la perspective des prochaines échéances électorales.



© DR

Par Georges Auréole BAMBA

Les partis politiques camerounais sont résolument en ordre de bataille dans la perspective des élections présidentielle et législatives de 2025. Plusieurs formations politiques de l'opposition ont décidé de prendre les devants et de se préparer activement pour ces échéances cruciales. Le point culminant de ce *«réveil »* de l'opposition camerounaise a été la tenue de la troisième convention du Mouvement pour la Renaissance du Cameroun (MRC) de Maurice Kamto à Yaoundé les 9 et 10 décembre 2023. Ce dernier revendique depuis 2018, une *«victoire volée »* lors de la dernière présidentielle. Mais jamais, Paul Biya, le vainqueur déclaré et son régime n'ont été ébranlés par les cris d'orfraie des militants du MRC. Au contraire, ils sont nombreux à être passés par la case prison, dont Maurice Kamto lui-même qui a passé neuf mois derrière les barreaux en 2019. En outre, plusieurs de ses partisans sont toujours en prison du fait de leur engagement.

En attendant, le MRC, qui n'est pas représenté au Parlement pour avoir boycotté les élections législatives qui ont suivi la présidentielle de 2O18, a tenu en décembre dernier, sa troisième convention ordinaire pour se rappeler aux bons souvenirs de l'opinion. Au terme de ses travaux, Maurice Kamto a été réélu à la tête de cette formation politique. Mais il ne s'agissait que d'une formalité puisqu'il n'y avait pas de candidature dissidente. Par contre, le mouvement a annoncé la création d'une coalition de l'opposition en vue de la prochaine élection présidentielle, l'Alliance politique pour le changement, avec Maurice Kamto aussitôt désigné candidat de cette coalition pour la présidentielle. *« Il est temps en effet que nous clarifions le jeu pour les Camerounais, parce que, au fond notre peuple veut voir une opposition unie. C'est pour cela que j'ai accepté, que j'accepte puisque, au moins, quelques membres de ce qu'on peut appeler l'alliance politique pour le changement au Cameroun ont appelé très clairement à ce que cette alliance se fasse autour de ma candidature. »* s'est réjoui, le leader du MRC.

Toujours est-il que pour les observateurs du landernau politique camerounais, la ficelle est trop longue. Pour le politologue Joseph Yong, *« cette alliance n'en est pas une en réalité. Elle regroupe combien de partis, quels sont-ils et quel est leur poids politique ? »*, s'interroge-il. Certes, c'est Jean-Michel Nintcheu, dissident du Social Demacrtic Front (SDF) et président du Front pour le changement au Cameroun (FCC), qui a lancé l'idée de cette mutualisation des forces de l'opposition lors de la convention du MRC, mais on ignore à date qui fait partie de cette coalition, encore moins par quel mécanisme l'identité de celui qui doit conduire cette coalition a été déterminée.





© DR

Si le député Jean Michel Nitcheu est d'accord pour une coalition avec Maurice Kamto, quid de Joshua Osih (SDF) et Cabral Libii (PCRN)?

Cette sortie du MRC est néanmoins perçue comme le réveil d'une opposition qui ronronne depuis des années. C'est aussi un signe de renouveau et de volonté de changement dans le paysage politique camerounais. Depuis de nombreuses années, le pouvoir en place a été critiqué pour son manque de transparence, ses atteintes aux droits de l'homme et sa gestion économique. Face à ces problématiques, l'opposition a décidé de se mobiliser et de proposer une alternative crédible aux électeurs. En tout cas, la capacité de l'opposition à s'organiser et à se mobiliser est essentielle pour garantir des élections libres et équitables. Ainsi, la nouvelle dynamique amorcée pourrait contribuer à renforcer la crédibilité de l'opposition aux yeux des électeurs et à susciter un véritable débat démocratique.

Cependant, l'opposition camerounaise fait face à de nombreux défis.

« L'opposition camerounaise fait face à de nombreux défis. Tout d'abord, elle doit s'accommoder d'un gouvernement vigilant et jaloux de ses prérogatives et qui ne tolère aucune sortie de route, ni aucun écart de comportement.

Tout d'abord, elle doit s'accommoder d'un gouvernement vigilant et jaloux de ses prérogatives et qui ne tolère aucune sortie de route, ni aucun écart de comportement. Les arrestations, les intimidations et les restrictions à la liberté d'expression ne sont jamais loin. De plus, elle doit également surmonter les divisions internes et parvenir à un consensus sur les grandes lignes d'un programme politique commun.

Du reste historiquement, c'est toujours en rangs dispersés que les adversaires du régime de Yaoundé se rendent aux urnes. Et il est difficile d'imaginer une autre démarche en 2025. Le choc des ambitions et des égos pourrait bien éteindre les espoirs d'union des pourfendeurs du régime de Paul Biya. En tout cas depuis l'annonce d'une coalition de l'opposition dirigée par Maurice Kamto, les partis politiques de l'opposition représentés à l'Assemblée nationale, le SDF et le Parti camerounais pour la réconciliation nationale (PCRN) notamment, ne se sont pas prononcés. Mais le compte à rebours vers 2025 est déjà enclenché et on saura alors si l'opposition camerounaise entre véritablement dans une nouvelle ère.■

Par Serge Mathias Tomondji



Alternance : la séduisante leçon libérienne

C'est une annonce comme on aimerait en recevoir souvent, tellement elle met du baume au cœur et inscrit le fair-play au sein de l'arène politique. Et puis, par ces temps où les institutions sont malmenées dans plusieurs pays par un retour en force de la putschmania, George Weah a incontestablement décoché, le 17 novembre dernier sur le rectangle vert du Liberia, un coup franc gagnant dans les buts de tous les pourfendeurs de l'alternance pacifique au pouvoir par les urnes en Afrique !

En reconnaissant humblement, et très vite, que le Congrès pour le changement démocratique (CDC, son parti politique) a perdu le second tour de l'élection présidentielle du 14 novembre 2023, celui qui présidait aux destinées du Libéria depuis janvier 2017 a tué dans l'œuf les velléités de tensions sociales qui sourdaient ci et là. D'ailleurs, affirme George Weah alors que le dépouillement scrutin n'était pas achevé, *«le Liberia a gagné»* et *«c'est le temps de l'élégance dans la défaite »* !

Manifestement, cette sortie de George Weah, ancienne gloire du football et lauréat, en 1995, du Ballon d'or récompensant le meilleur joueur évoluant en Europe, a le mérite d'éclairer d'une lumière nouvelle le débat sur l'alternance en Afrique, dans un contexte de caporalisation du pouvoir politique et de manœuvres diverses des *« sortants »* pour s'accrocher au fauteuil présidentiel. Surtout que cette séduisante leçon intervient dans un pays qui sort d'une longue période marquée par deux guerres civiles ravageuses.

Le Liberia revient donc de loin et s'inscrit admirablement, sur le plan institutionnel, dans une dynamique prometteuse de construction démocratique pérenne. Le pays devait en effet solder quatorze années de la guerre civile et ses 250 000 morts avec l'élection, en 2005, de Ellen Johnson Sirleaf à la tête de l'État. Première femme présidente de la République en Afrique, celle qui s'est vue décerner en 2011 — avec sa compatriote Leymah Gbowee et la Yéménite Tawakkol Karman — le prix Nobel de la paix, portait, à la tête du Parti de l'unité, l'espoir d'un nouveau souffle pour apaiser la nation.

Un premier mandat de six ans, puis un second, avec les résultats mitigés que l'on sait, et qui débouchent, en 2017, sur l'élection de George Weah à la tête de l'État libérien, consacrant une première alternance à la tête du pays. Premier joueur non européen à remporter le Ballon d'or pour une nation africaine, George Weah devient aussi le premier ancien footballeur professionnel de renom à devenir chef d'État.

Manifestement, cette sortie de George Weah, ancienne gloire du football et lauréat, en 1995, du Ballon d'or récompensant le meilleur joueur évoluant en Europe, a le mérite d'éclairer d'une lumière nouvelle le débat sur l'alternance en Afrique.

Mais il ne réussit pas la passe de deux et s'incline avec classe et élégance, le 14 novembre, face à Joseph Boakai, 78 ans, qui prend une belle revanche sur l'élection présidentielle précédente. Président sortant d'un Liberia encore en plein doute quant à l'emploi des jeunes, la lutte contre la corruption, les infrastructures sociales, etc., George Weah fait ses adieux aux ors de la République, devenant le 31e chef d'État en Afrique, depuis 1990, à perdre une bataille électorale pour sa reconduction au pouvoir.

« Mister George » cèdera donc paisiblement son fauteuil à Joseph Boakai, l'expérimenté vice-président de Ellen Johnson Sirleaf, qui a déjà promis de mettre en place *« un gouvernement inclusif qui reflète la diversité politique, ethnique, régionale, religieuse et de genre au Liberia »*. Avec pour ambition, dès le 22 janvier 2024, jour de l'investiture, de… sauver *« le Liberia de l'afflux de drogues illicites, l'augmentation du taux de pauvreté, la mauvaise gouvernance, l'effondrement des systèmes de santé et d'éducation »*. Tout un programme…■



Dix bougies pour le RAF

Le rendez-vous pris le 18 et 19 Octobre 2024 va consacrer une décennie d'engagement du Rebranding Africa Forum pour le rayonnement de l'Afrique.

Par la Redaction

10 ans en octobre 2024. Le Rebranding Africa Forum a vécu et fait son chemin. Comme l'évènement est à la base l'union entre une vision, celle de son fondateur, Thierry Hot et l'adhésion souhaitée de tous ceux qui sont soucieux du développement du continent africain, le dixième anniversaire du RAF peut être assimilé aux noces d'étain. Et généralement en pareilles circonstances on marque le coup. On renouvelle ses engagements. Mais on fait aussi une évaluation du chemin parcouru non sans une autocritique et une remise en question qui permet de se réinventer en se fixant de nouveaux objectifs.

Il y a 10 ans donc, le Rebranding Africa Forum a été créé dans le but de promouvoir une image positive de l'Afrique et de stimuler son développement économique et social. Au cours de ces 10 années, le forum a réuni des leaders



© RAF

africains, des entrepreneurs, des investisseurs et des experts du monde entier pour discuter des défis et des opportunités de l'Afrique. Le forum a abordé divers sujets tels que l'innovation, l'entrepreneuriat, l'éducation, la santé, les finances, l'agriculture et les infrastructures. Des panels de discussion, des conférences, des ateliers et des sessions de réseautage ont été organisés pour favoriser les échanges et les partenariats entre les participants.

Le RAF a élargi le champ des opportunités pour le continent et au fil des années, il a contribué à changer la perception que des personnes pouvaient avoir de l'Afrique en mettant en avant ses réussites et ses potentialités. Il a également encouragé les investissements et les partenariats avec des entreprises et des organisations internationales. Le forum a dans la même veine lancé plusieurs initiatives et mis en exergue la créativité de jeunes Africains. Il a notamment servi de tribune à une vingtaine de jeunes innovateurs qui depuis, ont contribué à leur manière au rayonnement et au développement du continent.

> **Le RAF a élargi le champ des opportunités pour le continent et au fil des années, il a contribué à changer la perception que des personnes pouvaient avoir de l'Afrique en mettant en avant ses réussites et ses potentialités.**

La première édition du RAF en 2014 s'était tenue sous le thème « L'émergence de l'Afrique, à quel prix ? », la 10è a pour thème « Construisons l'Afrique ensemble ». En une décennie, l'on est ainsi passé d'un simple questionnement à une invitation résolue à l'action. Une action collective, seul gage d'une réussite pérenne. Du reste, au cours de la dernière décennie, le Rebranding Africa Forum est devenu un événement incontournable pour les acteurs du développement en Afrique. Il a contribué à renforcer la coopération entre les pays africains et à attirer l'attention des investisseurs et des partenaires internationaux sur les opportunités offertes par le continent.

Les organisateurs du RAF entendent maintenir le cap. Pour Thierry Hot, Président fondateur du RAF *« ce rendez-vous, lancé en 2014, continue de faire la preuve de sa pertinence et de son utilité pour ce continent que nous portons tous dans nos cœurs. En dix ans et le Rebranding Africa Forum a tenu le pari d'être un creuset pour l'Afrique de la réflexion prospective, des solutions endogènes, des recommandations avisées, avec une valeur ajoutée jamais démentie »*. Au cœur de l'organisation, Paule Renée Etogo Ebongué, la Déléguée générale laisse entendre que *« le but du RAF est de renforcer la confiance des partenaires, des bailleurs de fonds et des investisseurs pour un développement durable et inclusif du continent »*. En sommde, vision, réflexion, confiance, défi, engagement, concertation, cohésion, inclusion et action, voilà quelques mots qui depuis 10 ans caractérisent le RAF. Et d'après les organisateurs, il n'y a pas de risques de s'éloigner de ces fondements.■

Le RAF 2024 sur orbite



« Ensemble, construisons l'Afrique », c'est le thème de la 10e édition du Rebranding Africa Forum se déroulera les 18 et 19 octobre 2024 à Bruxelles. Et RAF est déjà en branle. Pour coller à la thématique de la 10e édition, les organisateurs ont engagé une large campagne d'information et de sensibilisation à l'intention des membres du corps diplomatique africain accrédités en Belgique. Le 7 décembre 2023, au Steigenberger Hôtel de Bruxelles, un diner diplomatique africain été organisé par le Rebranding Africa Forum. Il a été question de réitérer aux diplomates africains, la vision du RAF. Ce dîner autour des enjeux du Rebranding Africa Forum a permis au Président du RAF, Thierry Hot de dévoiler les grandes lignes de la 10e édition en invitant les diplomates africains à être les ambassadeurs du forum dans leurs pays respectifs.■


REBRANDING
AFRICAFORUM
Make Africa Great








BUILDING AFRICA TOGETHER
ENSEMBLE CONSTRUISONS L'AFRIQUE
Devenez partenaire | Become a partner
Rebranding Africa Forum 2024
NOTRE AFRIK




Ensemble
REBRANDING
AFRICAFORUM


REBRANDING AFRICAFORUM
REBRANDING
AFRICAFORUM
Make Africa Great


REBRANDING AFRICAFORUM


REBRANDING
AFRICAFORUM
Make Africa Great
10
Building Africa ..... TOGETHER !
18 et 19 octobre 2024


REBRANDING
AFRICAFORUM
Make Africa Great
10
Building Africa ..... TOGETHER !
18 et 19 octobre 2024

RAF 2023 : les bons comptes...

La 9e édition tenue à Bruxelles du 20 au 21 octobre 2023 sur le thème de l'inclusion financière a connu un franc succès.



La tradition a été respectée en 2023. Un lieu et un événement. Une fois de plus c'est Bruxelles qui a accueilli le Rebranding Africa Forum. Du 20 au 21 octobre 2023, le RAF a réuni des leaders africains, des experts financiers et des entrepreneurs pour discuter de l'inclusion financière en tant que moteur de développement en Afrique. L'événement a attiré une affluence importante, témoignant de l'importance croissante accordée à ce sujet crucial. Cette édition a enregistré la participation du Président de la République de Sierra Leone, Julius Maada Bio, invité d'honneur de la 9e édition du RAF. *« Les systèmes financiers africains en mutation, concilier authenticité et modernité : les chemins de l'inclusion financière »*, le thème central de cette édition, a été abordé sous différents angles, notamment l'accès aux services financiers, la promotion de l'entrepreneuriat et l'utilisation des technologies financières innovantes. Les participants ont souligné que l'inclusion financière est essentielle pour réduire la pauvreté, stimuler la croissance économique et favoriser le développement durable en Afrique.

Lors des différentes sessions et tables rondes, les intervenants ont partagé leurs expériences et leurs idées sur la manière de promouvoir l'inclusion financière en Afrique. Ils ont mis en évidence l'importance de l'éducation financière, de la création d'un environnement réglementaire favorable et de l'utilisation des technologies numériques pour étendre l'accès aux services financiers dans les zones rurales et les communautés marginalisées. Des exemples de réussite ont été présentés, mettant en avant des initiatives novatrices en matière d'inclusion financière en Afrique. Des start-ups fintech ont partagé leurs solutions pour faciliter les paiements mobiles, l'accès au crédit et l'épargne, tandis que des institutions financières ont présenté des programmes visant à soutenir les entrepreneurs et les petites et moyennes entreprises. En outre, les participants ont souligné l'importance de la collaboration



entre les secteurs public et privé, ainsi qu'avec la société civile, pour promouvoir l'inclusion financière de manière efficace et durable. Des partenariats stratégiques et des politiques favorables pour créer un écosystème financier inclusif sur le continent, ont été sollicités.

Le RAF 2023 n'a pas manqué de saluer des réussites. Et l'un des moments forts du forum a été la remise des Rebranding Africa Awards qui ont récompensé des personnalités africaines et internationales pour leur contribution exceptionnelle au développement de l'Afrique. Ces prix ont été décernés dans différentes catégories, telles que l'entrepreneuriat, l'innovation sociale, la gouvernance et la culture. Pour son engagement en faveur de la démocratie, de l'État de droit, de l'autonomisation des femmes et du développement du capital humain en Afrique et dans le monde, le jury des Rebranding Africa Awards 2023 a notamment récompensé Julius Maada Bio, Président de la République de Sierra Leone, invité d'honneur du RAF. Il a reçu le *« Governance Leadership Rebranding Africa Award »*.

Pour les autres récompenses, le *« Milestone Achievement Rebranding Africa Award »* qui récompense un patron d'entreprise dont la vision et la qualité du management ont significativement contribué à la croissance de l'entreprise qu'il dirige ou a dirigée, a été attribué à Patrice Melom, Directeur général du Port autonome de Kribi au Cameroun. Le *« Lifetime Achievement Rebranding Africa Award»*, a consacré Henri Lopes, homme de lettres et ancien Premier ministre de la République du Congo. Ce prix récompense la carrière exceptionnelle d'une personnalité qui aura contribué à faire rayonner positivement le continent africain. Kanayo Awani, Vice-Présidente Exécutive d'Afreximbank a reçu le «Empowering Women Rebranding Africa Award» qui est attribué à une femme dont le leadership met en exergue la place prépondérante des femmes dans la construction d'un narratif positif sur le continent africain. Le *«Development Champion Rebranding Africa Award»* a été décerné à George Agyekum Donkor, Président de la Banque d'investissement et de développement de la CEDEAO (BIDC). Il récompense des leaders qui font bouger les lignes et impulsent la dynamique du développement. Le *« Business Leadership Rebranding Africa Award»* qui vise à distinguer un acteur dont la démarche, le positionnement et le leadership auront été marquants dans le monde des affaires a été remis à Hani Salem Sonbol, CEO de la Société Internationale Islamique de Financement du Commerce (ITFC).

Lors des différentes sessions et tables rondes, les intervenants ont partagé leurs expériences et leurs idées sur la manière de promouvoir l'inclusion financière en Afrique. Ils ont mis en évidence l'importance de l'éducation financière, de la création d'un environnement réglementaire favorable et de l'utilisation des technologies numériques.

D'une manière générale, la 9e édition du Rebranding Africa Forum a été un succès retentissant, réunissant des acteurs clés du développement africain et offrant une plateforme d'échange et de réflexion sur les enjeux et les opportunités pour le continent. Les discussions et les initiatives lancées lors de cet événement contribueront sans aucun doute à renforcer la coopération entre l'Afrique et le monde et à promouvoir un développement durable sur le continent.■

L'acteur

Julius Maada Bio : participant de prestige

Le président de la République de Sierra Leone était l'invité d'honneur du RAF 2023.

C'est un homme ouvert, un homme épris de paix et un panafricaniste convaincu. C'est cet homme-là, Julius Maada Wonie Bio l'actuel chef de l'Etat de la République de Sierra Leone qui a été l'invité vedette de la 9 édition du Rebranding Africa Forum. Cet ancien officier supérieur de l'armée sierra léonaise a remporté l'élection présidentielle de 2018 en tant que candidat du Parti du peuple de la Sierra Leone (SLPP). Il a été réélu pour un second mandat lors de l'élection présidentielle de novembre 2021. En tant que président, Julius Maada Bio a pris des mesures pour renforcer la gouvernance et la transparence dans son pays. Il s'est également engagé à améliorer les conditions de vie des Sierra-Léonais. Ainsi, dans les domaines de l'éducation, de la santé et de l'agriculture, il a mis en place plusieurs réformes et initiatives. L'initiative appelée *« Feed Salone »* est ainsi l'un des programmes de développement phare du Président Bio au cours de son deuxième et dernier mandat. Son ambition est que la Sierra Leone soit non seulement autosuffisante en matière alimentaire d'ici cinq ans, mais qu'elle exporte également vers d'autres pays.



Par ailleurs dans un pays profondément divisé qui garde encore les séquelles des périodes de conflit qu'il a connues, le président sierra-léonais est salué pour avoir initié le processus de paix qui a ramené la stabilité et consacré le retour de son pays à la démocratie. Dans ce cadre, il s'est engagé à développer le capital humain, la science, la technologie, et à lutter contre la corruption. Il se veut le promoteur de l'éducation gratuite et de l'efficacité économique. Sur ce dernier aspect, Juluis Maada Bio s'est engagé en faveur de la promotion des investissements en Sierra Leone. C'est donc avec un intérêt certain, qu'il a répondu à l'invitation du RAF.

> **Cet ancien officier supérieur de l'armée sierra léonaise a remporté l'élection présidentielle de 2018 en tant que candidat du Parti du peuple de la Sierra Leone (SLPP). Il a été réélu pour un second mandat lors de l'élection présidentielle de novembre 2021. En tant que président, Julius Maada Bio a pris des mesures pour renforcer la gouvernance et la transparence dans son pays.**

En reconnaissance de son engagement en faveur de la démocratie, de l'État de droit, de l'autonomisation des femmes et du développement du capital humain en défendant l'accès universel à l'éducation dans son pays, en Afrique et dans le monde, le Président sierra-léonais a reçu le « Governance Leadership Rebranding Africa Award » qui est attribué à un leader africain qui s'engage pour une Afrique en phase avec les défis et les mutations du monde actuel.■



Hommage

Henri Lopes pour l'éternité

L'homme d'Etat et homme de lettres congolais a quitté ce monde quelques jours après avoir été honoré par le Rebranding Africa Forum.

Un grand d'Afrique s'en est allé le 3 novembre 2023. A peine dix jours plus tôt, le Rebranding Africa Forum lui a rendu un hommage à la mesure de ce qu'Henri Lopes a représenté pour le continent africain. Né le 12 septembre 1937 à Léopoldville, au Congo belge (aujourd'hui Kinshasa, en République démocratique du Congo), Henri Lopes est connu pour ses contributions à la littérature africaine, en particulier ses romans et essais qui explorent les thèmes de l'identité, du colonialisme et du post-



colonialisme. Il a publié de nombreux romans, dont *"Le Pleurer-rire"* (1979), *"Le Lys et le Flamboyant"* (1997) et *"Le Chercheur d'Afriques"* (2014). Ses œuvres s'inspirent souvent de ses propres expériences et observations de la société et de la politique africaines. Il a reçu plusieurs prix pour ses contributions littéraires, dont le Grand Prix Littéraire de l'Afrique Noire et le Prix Renaudot. Ses œuvres ont été traduites dans plusieurs langues et ont acquis une reconnaissance internationale. C'est une figure importante de la littérature africaine qui a apporté une contribution significative au paysage littéraire continental.

A l'occasion du RAF 2023, il a reçu le *«Lifetime Achievement Rebranding Africa Award»* qui récompenser la carrière exceptionnelle d'une personnalité ayant contribué rayonnement du continent africain. Et Henri Lopes avit l'Afrique chevillée au corps. Une Afrique qu'il a défendu dans ses écrits mais aussi dans son autre carrière, celle d'homme public. Dans son pays le Congo-Brazzaville, il a notamment été ministre de l'Éducation (1969-1970), des Affaires Étrangères (1971-1973), des Finances (1977-1980) et Premier ministre (1973-1975). Il aussi été haut fonctionnaire au sein de l'UNESCO (1982-1997) et ambassadeur du Congo en France (1998-2015). Partout où il est passé, il a brillé par des prises de position panafricaines fruit de ses propres expériences et observations de la société et de la politique africaines. Dans son œuvre littéraire, comme dans sa carrière politique, il a toujours milité pour une Afrique ouverte sur le monde. Il n'a eu de cesse d'encourager le métissage culturel. Il a toujours reconnu avoir trouvé l'inspiration pour ses écrits dans la culture africaine mais aussi dans celle du reste du monde. Son travail militant et son action d'homme public ont permis au continent d'être perçu avec plus d'égards.▪



IATF 2025

The AfCFTA marketplace

PROMOTED BY

AFREXIMBANK

IN COLLABORATION WITH

African Union

AfCFTA

+1,939

EXHIBITORS

+28k

VISITORS





Intra-African Trade Fair is the largest and most inclusive premier trade and investment event in Africa brought to you by African Export-Import Bank (Afreximbank), in collaboration with African Union Commission and AfCFTA Secretariat. IATF provides a unique and valuable platform for businesses to access an integrated African market of over 1.4 billion people with a GDP of over US$3.5 trillion created under the African Continental Free Trade Area.

BE PART OF AFRICA'S BIGGEST TRADE FAIR

IATF 2025 Algiers, Algeria

+130

EXHIBITING COUNTRIES

$43.8bn

IN TRADE & INVESTMENT DEALS





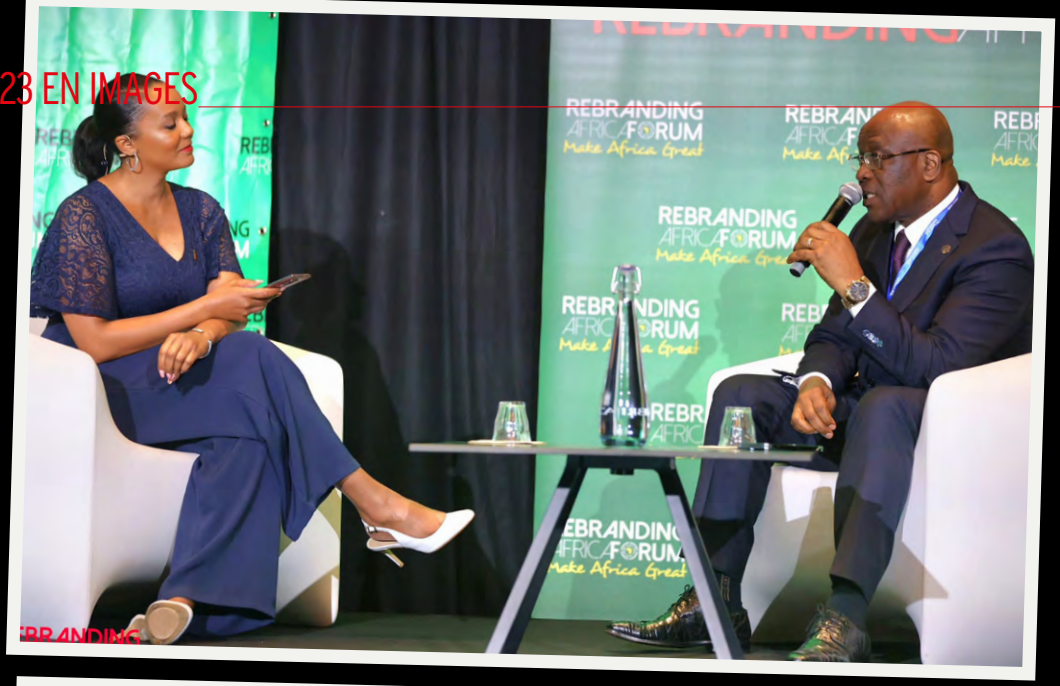
Visit www.intrafricantradefair.com and join our mailing list to discover exclusive content and unique features of the upcoming IATF2025 in Algeria.

@intrafricantradefair

@intra-african-trade-fair

@intrafricantradefair

@IATF2025


REBRANDING
AFRICAFORUM
Make Africa Great


0-21 Octobre 2023
BRUXELLES


REBRANDING
AFRICAFORUM


REBRANDING
AFRICAFORUM
Make Africa Great


REBRANDING
AFRICAFORUM
Make Africa Great


REBRANDING
AFRICAFORUM


REBRANDING
AFRICAFORUM
Make Africa Great


REBRANDING




AFRICAFORUM






REBRANDING
AFRICAFORUM


REBRANDING




REBRANDING
AFRICAFORUM
Make Africa Great




REBRANDING
AFRICAFORUM
Make Africa Great




REBRANDING
AFRICAFORUM






REBRANDING
AFRICAFORUM






REBRANDI
AFRICAFORU





















Cameroun

Les 10 barons de l'économie

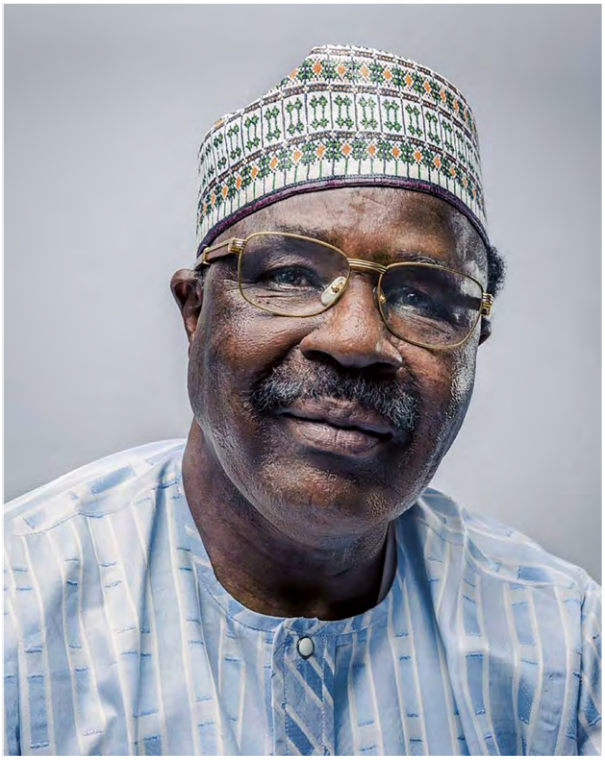
Par la Redaction

Depuis plusieurs années, ces hommes d'affaires jouent un rôle important dans le développement économique du Cameroun et ont contribué à la création d'emplois et à la croissance de l'économie du pays. Ils opèrent dans des secteurs diversifiés qui reflètent la variété des potentialités économiques du Cameroun, dont les ressortissants disent non sans fierté qu'il est *« l'Afrique en miniature »* ou le *« Continent »*.

Comme souvent, ce type d'exercice n'est pas aisé. Car, en l'absence de données statistiques indiscutables, certains choix peuvent paraître subjectifs et susciter des réactions. Mais quoi qu'il en soit, la rédaction de Notre Afrik, s'est voulu rigoureuse dans sa sélection qui se fonde sur la vitalité apparente dans l'espace économique camerounais des acteurs sélectionnés, ainsi que leur présence dans des sélections de même nature effectuées par différents acteurs. Toutefois, l'étendue de la fortune personnelle avérée ou supposée de certains n'a pas été déterminante pour le choix. Par ailleurs, nous avons surtout ciblé des individus plutôt que des entités, même si cela n'enlève rien à leur contribution à l'économie du Cameroun. Mais une chose est certaine, c'est que les 10 acteurs (un chiffre symbolique et indicatif, on aurait pu choisir 15 ou 20), choisis ne laissent personne parmi les observateurs avertis de la scène économique camerounaise indifférent. Certains sont de vieux briscards, d'autres sont des valeurs montantes. En 2024 et dans les années à venir, on parlera à coup sûr d'eux.■

Top 10 du Cameroun

Ahmadou Baba Danpullo



Il a beau être dépossédé d'une partie de ses biens en Afrique du sud où il a beaucoup investi, mais Ahmadou Baba Danpullo reste un des hommes les plus riches du continent d'après certains observateurs. La fortune de Danpullo est estimée à plusieurs milliards de dollars. Sa réussite financière est le résultat de décennies d'investissements judicieux et de prises de risques calculées dans divers secteurs économiques. Il est connu pour sa vision stratégique et sa capacité à saisir les opportunités d'affaires lucratives.

Si Danpullo est reconnu pour ses activités entrepreneuriales diversifiées, l'une de ses principales activités est l'industrie agroalimentaire. Il a des activités allant de la production à la transformation et à la commercialisation des produits agricoles. Il dispose également d'un impressionnant cheptel. En plus de son implication dans l'industrie agroalimentaire, Danpullo est actif dans d'autres secteurs économiques. Il possède des intérêts dans l'immobilier, notamment à travers sa société Baba Ahmadou Group, qui développe et gère des projets immobiliers de grande envergure au Cameroun et à l'étranger.

En tant qu'homme d'affaires prospère, Danpullo est impliqué dans des initiatives philanthropiques. Il soutient activement des projets de développement social et économique au Cameroun dans les domaines de l'éducation, de la santé et de l'accès à l'eau potable. C'est un modèle de réussite et une fierté nationale au Cameroun.▪

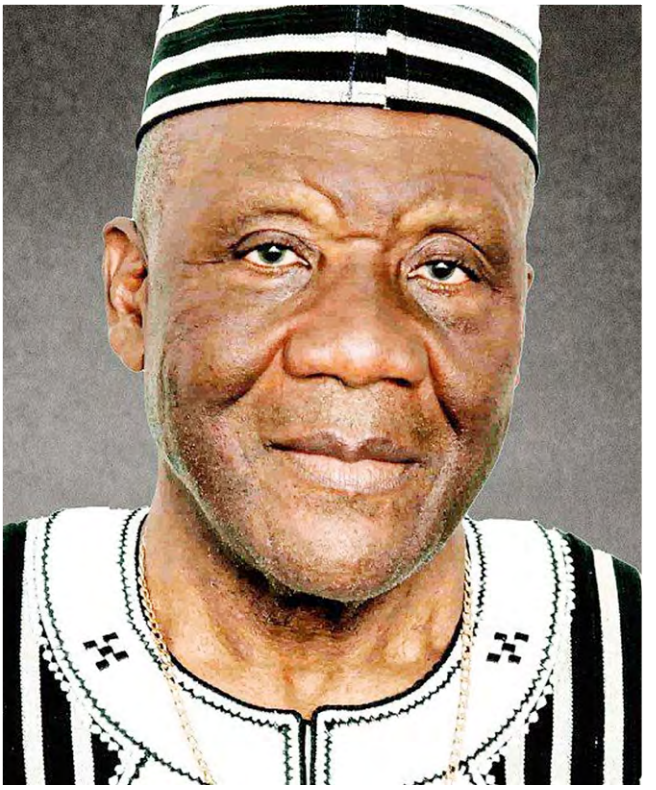
Paul Fokam Kammogne



Né en 1942 à Bandjoun, dans la région de l'Ouest du Cameroun, Fokam Kammogne a réussi à bâtir un empire économique prospère au fil des années. Il est le fondateur de la holding Afriland First Group, propriétaire du réseau bancaire Afriland First Bank en Afrique (filiales), en France et en Chine (bureaux de représentation). Afriland First Bank est l'une des principales institutions financières en Afrique centrale et de l'Ouest. Le groupe opère dans plusieurs pays, offrant une gamme complète de services bancaires et financiers, allant de la banque de détail à la banque d'investissement.

En plus de son implication dans le secteur bancaire et financier, Fokam Kammogne est également actif dans d'autres secteurs économiques. Il possède des intérêts dans l'immobilier, l'agro-industrie, les télécommunications et les médias, entre autres. Son empire économique s'étend à travers diverses entreprises et filiales, démontrant sa capacité à diversifier ses investissements et à saisir les opportunités d'affaires lucratives. Paul Fokam Kammogne est ainsi promoteur d'un institut supérieur de formation à Yaoundé au sein duquel de jeunes Africains reçoivent des enseignements pour se jeter dans la bataille du développement du continent.

Samuel Foyou



Samuel Foyou le fondateur et PDG du groupe Foyou, qui opère dans les secteurs de l'immobilier, de l'agro-industrie et de la distribution s'est longtemps caché, mais ses réalisations ont fini par le mettre en lumière. Récemment, il a concrétisé ses projets dans l'hôtellerie, les boissons et la banque. Ainsi en décembre 2021, il a inauguré le premier hôtel cinq étoiles de la ville Douala, la capitale économique du Cameroun. Un investissement de 36 milliards de Fcfa pour un complexe de 500 chambres. Le Krystal palace n'est qu'une des facettes des activités du self-made-man qu'est Samuel Tayou. Il est aussi promoteur des Brasseries Samuel Foyou (Brasaf)en plus de ses activités dans la production de sel (Sotrasel), d'allumettes et de bougies (Unalor), de l'agroalimentaire (Biscuiterie Samuel Foyou – BSF), du transport (C2TL). Par ailleurs, son projet de lancer une banque, l'Africa Golden Bank, est désormais officiellement sur les rails. Il a obtenu en mars 2023 l'aval de la Commission bancaire de l'Afrique centrale (Cobac), et dans la foulée l'agrément du ministère camerounais des Finances pour exercer une activité bancaire dans le pays. Si les actifs de ce capitaine d'industrie restent difficiles à évaluer, il n'en demeure pas moins, un des hommes les plus puissants économiquement parlant du Cameroun et il ne compte pas s'arrêter là.■

Kate Fotso



La fondatrice et directrice générale de Telcar Cocoa Ltd (leader camerounais dans la commercialisation de fèves de cacao) est affectueusement appelée la reine du cacao. C'est dans ce secteur dominé par les hommes qu'elle s'est affirmée comme une redoutable entrepreneure. Depuis de longues années, Kate Fotso assure plus du tiers des exportations du cacao au Cameroun. Cela lui a permis d'amasser une fortune colossale estimée selon un récent classement du Magazine Forbes à plus de 150 milliards de F CFA. D'après le même magazine, elle fait partie des cinquante Africaines les plus influentes de l'heure. Kate Kanyi-Tomedi Fotso ne se contente pas seulement de faire des bénéfices. Ainsi, sa société Telcar qui contrôle plus de 30% de l'exportation de cacao du pays, est également l'un des principaux promoteurs de la production du cacao certifié au Cameroun. Elle a lancé en 2011, un programme de certification impliquant des dizaines de milliers de producteurs, qui a rendu la production locale plus compétitive sur le marché international. Elle est aussi à l'initiative de l'académie des coopératives (Coop Academy), avec la Société financière internationale (IFC, filiale de la Banque mondiale).

Kate Fotso a créé une nouvelle entreprise en 2023 : Bridge Riviera Development and Hospitalities PLC. Dotée d'un capital de 100 millions de FCFA, cette entité a pour principale mission de développer l'hôtellerie de luxe au Cameroun et d'explorer de nouveaux champs comme la propriété foncière et la promotion immobilière. Dame Fotso est également actionnaire du groupe Ecobank. En somme, c'est une femme d'affaires qui pèse. ■

Antoine Ndzengue



C'est une valeur montante de l'économie camerounaise. Le fondateur du groupe Neptune Holding, spécialisé dans la distribution de produits pétroliers a réussi à imposer son label au Cameroun. Avec une cinquantaine de points de distribution, la marque Neptune fait partie avec Tradex et TotalEnergies des distributeurs les plus influents du pays. Mais Antoine Ndzengue voit plus loin. À 50 ans, l'ancien cadre du marketeur Tradex est déjà à la tête d'un groupe diversifié. Outre sa présence dans le secteur pétrolier aval (Neptune Oil SA et Neptune Oil Storage Company), il est présent dans le transport de marchandises (Petro Services et Logistique), de la logistique portuaire (Medlog Cameroon), de la commercialisation des pneus (CTF), de la santé (Curaday) et de la restauration (MaiThé Café). Les projets de diversification du groupe Neptune d'Antoine Ndzengue l'ont également conduit vers la finance. Ainsi, depuis juin 2023, Neptune Holding Company a une nouvelle filiale : l'Agence bancaire pour le commerce (ABC Finances). Cette microfinance dotée d'un capital de 5 milliards de FCFA, entièrement contrôlé par le groupe Neptune va tenter de s'imposer dans un secteur concurrentiel (402 établissements de microfinance en 2021).

Par ailleurs, Neptune Holding entend passer de la commercialisation à la production de pneus 100 % cameroun dès 2025. Cameroon Tyre Factory (CTF), sa filiale qui commercialise des pneus de la marque « Double Star » de l'Allemand Double Star Industry, entend produire des pneus à Bomono, près de Douala. Un investissement de 400 milliards de FCFA est mobilisé à cet effet avec l'accompagnement de plusieurs partenaires dont Structure Finance Group (SFG), filiale de Société Générale qui est chargée de la structuration financière et de la syndication du financement avec la participation de la Banque de développement des États de l'Afrique centrale (BDEAC) et des banques commerciales locales (Société Générale, BGFIBank, Banque Atlantique, Ecobank et Afriland First Bank).■

Colin Mukete



Colin Ebarko Mukete est le président du Conseil d'administration de la filiale camerounaise du géant sud-africain des télécoms, MTN. Il détient 30% des actifs de l'opérateur, leader du marché du mobile dans le pays. Mais ce n'est pas son seul investissement. Il est également le fondateur de Spectrum Television, un groupe de médias constitué notamment de la chaîne STV1 (musique et divertissement) et de la généraliste STV2, l'une des chaines privées les plus réputées du Cameroun. Colin Ebarko détient aussi Dstv, une régie publicitaire qui gère le portefeuille de plusieurs grosses entreprises anglo-saxonnes installées au Cameroun.

Issu de la prestigieuse famille des Mukete originaire de la région Sud-ouest anglophone, Colin Mukete possède aussi des actifs dans l'agro-industrie et l'immobilier. Il est en outre entré depuis 2015, dans le capital d'International Mining & Infrastructure Corporation (IMIC), une junior-minière britannique qui détient des licences d'exploration en Afrique, dont un titre sur le gisement de fer de Nkout dans la région du Sud du Cameroun. Grâce à ses capacités entrepreneuriales, il a accumulé au fil des années d'énormes bénéfices qui le classe régulièrement au rang des plus grandes fortunes d'Afrique subsaharienne (centrale). Sa fortune a été récemment évaluée autour 400 millions de dollars, soit plus de 234 milliards de Francs CFA.■

Nana Bouba

Eléveur au départ, puis commerçant, Nana Bouba s'est transformé en industriel année après année au point d'être aujourd'hui à la tête d'u groupe prospère, le groupe Nana Bouba NBG qui revendique des actifs de plus 245 millions $. Il est présent dans la fabrication de concentré de tomate (Sagri), l'élevage bovin avec plus de 15000 têtes de bœufs, la boucherie, la tannerie (Cambeef), l'immobilier (SCI-Krina), le BTP (Berni), la fabrication de savon de ménage et d'huile raffinée (AZUR S.A), l'agriculture (GREENFIELD) et les supermarchés (Bel Achat).Par ailleurs, à travers la Soacam Nana Bouba a dominé pendant longtemps la distribution des produits de première nécessité (riz, sucre, huile raffinée, savon de ménage, pâtes, tomates et farine) dans la sous-région d'Afrique centrale.

Aujourd'hui, le Groupe Nana Bouba compte plus de 200O employé à travers ses diverses branches et son promoteur représente selon certaines informations d'une fortune estimée à 310 millions de dollars américains. Malgré cet important matelas financier, il est sans cesse en quête de nouveaux challenges. Il a notamment décidé de se recentrer sur le travail de la terre. Il développe depuis quelque temps dans la région du Littoral, un gigantesque projet de plantations industrielles de palmiers à huile, pour ravitailler sa raffinerie située dans la ville de Douala. Le ressortissant de la région de l'Adamaoua est un homme d'affaires qui flaire les bons coups et qui n'hésite pas à acheter ou à revendre une



affaire au gré de la conjoncture du marché. Ces nombreuses acquisitions et cessions d'actifs lui permettent de maintenir son empire à flots.■

Célestin Tawamba

Depuis 2017, il est à la tête de l'ex-président Groupement interpatronal du Cameroun (Gicam) – devenu Groupement des entreprises du Cameroun (Gecam) à la suite de la fusion, votée en juillet dernier, avec Entreprises du Cameroun (Ecam). Difficile de ne pas parler de cet homme d'affaires ardent défenseur du « Made in Cameroun ». Il dirige la holding CADYST-INVEST qui comprend par exemple les sociétés, La Pasta, Panzani Cameroun, Société agro-alimentaire équatoriale (SAE), Société industrielle des produits pharmaceutiques (SIPP), Compagnie industrielle pharmaceutique (CINPHARM). D'une manière générale, son groupe se retrouve dans l'hôtellerie, la distribution des produits cosmétiques de luxe, l'agroalimentaire. Le chiffre d'affaires cumulé du groupe s'évaluait à plus de 120 milliards FCFA soit près de 183 millions d'euros au 31 décembre 2022. CADYST-INVEST c'est près de 1200 emplois créés et plus de 45 milliards de FCFA d'investissements cumulés. Célestin Tawamba a un crédo : « permettre à chaque Africain, chaque Camerounais de se nourrir et se soigner à moins d'un dollar par jour ».

Mais dans l'univers impitoyable des affaires, il doit sans cesse faire face à une forte adversité. Et cela a été le cas à la tête du patronat qu'il pourrait quitter incessamment à la suite de son évolution institutionnelle avec la fusion de deux regroupements. Mais cela n'enlève rien à la détermination de Célestin Tawamba qui est reconnu pour sa vision stratégique et son expertise dans la gestion d'entreprises. C'est aussi un fervent



défenseur de l'entrepreneuriat et de l'innovation, encourageant les jeunes entrepreneurs à développer leurs idées et à contribuer à l'économie du pays.

Jacqueline Dongmo



Elle est depuis quelques mois, la nouvelle ambassadrice au Cameroun de la marque américaine Coca Cola. Cette juriste de formation est à la tête du groupe Gracedom Invest qui revendiquait en 2022, un effectif global de 450 employés, pour un chiffre d'affaires de 29 milliards de francs CFA. Avec sa coentreprise Coca Cola Gracedom Bottling Company elle a obtenu un accord de production et de distribution sur le territoire camerounais des boissons du groupe Coca-Cola. Elle entend y conquérir 30% du marché des boissons gazeuses dans moins de 5 ans. Pour cela avec ses partenaires, elle a investi 50 milliards de francs CFA. Par ailleurs, depuis le 13 avril 2023, la société JD Distribution and Services Sarl est officiellement le nouvel importateur et distributeur des spiritueux (Johnny Walker, J&B, Gin Gordon's, Baileys, etc.) de Diageo au Cameroun. Et JD Distribution and Services Sarl n'est autre que la filiale spécialisée dans la distribution du groupe Gracedom Invest. Jacqueline Dongmo est donc désormais un acteur incontournable du secteur des boissons au Cameroun. Par la force des choses, elle est même devenue l'une des principales concurrentes du groupe Castel à travers sa filiale SABC (Boissons du Cameroun). En effet, la SABC ne cesse de multiplier sur le marché camerounais des produits concurrents (World Cola et YouZou) à ceux de Coca-Cola. Et sur le segment des spiritueux, le leader du marché brassicole camerounais est partenaire de Pernod Ricard, qui a repris les actifs de BVS, l'ancien associé local de la firme française.▪

Sylvestre Ngouchingue



Sylvestre Ngouchingue est depuis des années un entrepreneur camerounais reconnu dans le secteur agroalimentaire. Il a su développer Congelcam, la Société anonyme au capital de 9.000.000.000 (neuf milliards) FCFA qu'il dirige en une entreprise prospère et a contribué à la création d'emplois dans le pays. Cet ancien commerçant contrôle près de 80 % du marché du poisson surgelé au Cameroun. Aujourd'hui Congelcam, est leader dans son secteur. Ses activités consistent essentiellement en l'importation, la distribution et la vente des produits de mer. Congelcam revendique plus de 2000 personnels et génère plus de 3000 autres emplois indirects. L'entreprise s'approvisionne auprès de fournisseurs locaux et internationaux pour garantir la qualité de ses produits.

Sylvestre Ngouchingue dont l'entreprise dispose d'un quasi-monopole sur le marché local, est devenu un partenaire incontournable de l'État dans l'approvisionnement en poissons des Camerounais, ainsi que dans la lutte contre la vie chère. Congelcam qui dispose d'une chaîne de production moderne et respecte les normes d'hygiène et de sécurité alimentaire, s'est néanmoins retrouvé au centre de quelques polémiques au cours des derniers mois. Mais l'entreprise qui distribue ses produits dans tout le Cameroun, à travers un réseau de points de vente et de partenaires commerciaux résiste et veut continuer à donner des gages de sérieux aux consommateurs camerounais. Difficile de faire autrement pour Sylveste Ngouchingue qui a été élu sénateur en 2018.

Dakar Fashion Week

21 ans de succès...

L'année 2023 a consacré le 21e anniversaire d'un événement qui est devenu au fil du temps une vitrine du brassage entre l'Occident et l'Afrique dans le domaine de la mode. Adama Paris, l'initiatrice de cet événement, livre les secrets de cette longévité d'un événement qui met en valeur de jeunes créateurs alliant modernité, élégance et luxe.

Par Vanessa ITGNIA
Crédit photo : Finbarr oreilly, Boucka Fred Terence, Sheiraf



Vingt-et-un an qu'Adama Paris illumine la scène artistique dakaroise et africaine, en mettant en valeur de jeunes créateurs dans le domaine de la mode. Au fil du temps, le Dakar Fashion Week, la plateforme qu'elle a lancée pour promouvoir sa marque de vêtement, est devenue un rendez-vous incontournable de la mode sur le continent. Dans un entretien accordé à Notre Afrik, Adama Paris est revenu sur le sens de cet événement. *«L'idée était d'offrir une plateforme aux créateurs africains et du monde»*, explique-t-elle. Aujourd'hui, le Dakar Fashion Week a acquis une renommée mondiale, attirant des créateurs venus des autres pays africains et de la diaspora, mais aussi du reste du monde (France, Brésil, Moldavie...). Cette fille de diplomates qui, après un bref passage à la banque s'était reconvertie dans la mode, sa vraie passion, jette un regard *«très satisfait»* sur ce parcours et se dit *«très fière»* d'avoir contribué à faire de Dakar *«un pôle créatif»* de la mode. Comme ce fut le cas l'année dernière à l'occasion de la célébration du 20e anniversaire du Dakar Fashion Week avec comme point d'orgue le défilé Chanel, une première en Afrique, ayant vu la participation de plusieurs célébrités mondiales, qui lui avait permis de mettre en valeur sa marque.

Jeunesse créatrice

L'édition 2023 n'a pas dérogé à la tra-



dition. Cette année encore, Adama Paris a mis la jeunesse au-devant de la scène. Le public a ainsi pu découvrir le travail réalisé par cinq jeunes créateurs du continent : les collections Sagart, Maison Audace, Amazing Revolution, Gringo Costum et Zey Africa. Neuf pays étaient représentés au défilé organisé à l'ambassade de Turquie qui, à l'occasion, célébrait le centenaire de la République turque avec la participation de quinze ambassadrices accréditées à Dakar au défilé. *«Chaque année, c'est un challenge pour faire mieux que l'édition précédente»*, dit Adama Paris, remerciant au passage ses prestigieux partenaires comme la Gallerie Lafayette ou Chanel, pour ne citer que ceux-là, qui l'aident à *«tenir»* dans un secteur où les difficultés ne manquent pas. Surtout en Afrique. *«On ne travaille avec aucun gouvernement, nous comptons sur nous-mêmes»*, dit-elle avec fierté.

Mode durable

Le secret de cette longévité réside « dans le sérieux, le travail et le pragmatisme », explique Adama Paris, mettant en avant la jeune équipe (25 ans de moyenne d'âge) « dynamique et soudée », qui l'accompagne depuis plus de vingt ans. Elle insiste sur la nécessité de travailler pour la mise en place d'un écosystème pour valoriser le travail de cette jeunesse africaine foisonnante, passionnée et qui déborde de créativité. C'est dans ce souci d'accompagner les jeunes talents dans le domaine de la mode, que l'entreprise créée par Adama Paris a envoyé cette année deux jeunes en immersion en Allemagne, notamment pour apprendre la mode et s'imprégner des techniques de recyclage. La mode durable est devenue une préoccupation majeure pour la styliste sénégalaise depuis quelques années, consciente de l'impact de l'industrie de la mode sur l'environnement – c'est la troisième source de pollution au monde. Ainsi, depuis trois ans, le thème de la Dakar Fashion Week est axé sur la protection de l'environnement.

À travers la mode, Adama Paris s'engage aussi pour la cause des enfants défavorisés. Avec le soutien de l'ambassade de Turquie à Dakar, les revenus du défilé de l'année 2023 ont ainsi été reversés à l'Association solidarité pour les enfants de la rue (Asper) qui s'occupe de la réinsertion des enfants en rupture avec la société. *« Dieu m'a donné la chance d'être connue en faisant ce que j'aime », explique Adama, qui se définit comme une « enfant du monde et une vraie panafricaine »*. L'ambition du Dakar Fashion Week est de créer des *« champions créatifs »* en Afrique. Parmi les projets d'avenir, souligne Adama Paris, figure la création d'un centre de formation sur la mode durable. Une façon de contribuer au changement des mentalités afin de montrer aux Africains que le recyclage, ce n'est pas un signe de pauvreté.■

Cette année encore, Adama Paris a mis la jeunesse au-devant de la scène. Le public a ainsi pu découvrir le travail réalisé par cinq jeunes créateurs du continent : les collections Sagart, Maison Audace, Amazing Revolution, Gringo Costum et Zey Africa. Neuf pays étaient représentés au défilé organisé à l'ambassade de Turquie qui, à l'occasion, célébrait le centenaire de la République turque avec la participation de quinze ambassadrices accréditées à Dakar au défilé.



Can TotalEnergies Côte d'Ivoire 2023

L'Afrique en fête...

Le tenant du titre (Sénégal), le pays organisateur (Côte d'Ivoire) et la meilleure performance africaine des 12 derniers mois (Maroc) sont logiquement les grands favoris de la 34ème Coupe d'Afrique des nations qui se déroule d 13 janvier au 7 février 2024. Au regard de l'histoire et des effectifs des 24 équipes qualifiées, les outsiders sont plus nombreux, pour une fête du football africain qui reste très ouverte. Les six groupes sortis du tirage au sort effectué le 12 octobre 2023 à Abidjan sont globalement hormogènes. Revue des forces en présence.

Par Emmanuel Gustave SAMNICK

GROUPE A Stade Alassane Ouattara, Ebimpe

Côte d'Ivoire
Guinée-Bissau
Guinée équatoriale
Nigeria









LE POINT

La bataille des «Eléphants»...

En ce début d'année 2024 dans les larges rues d'Abidjan il n'y a qu'un slogan dans la bouche des Ivoiriens : «la 3e étoile ». La Côte d'Ivoire, l'un des poids lourds du football africain, s'est fixé pour objectif – à tous les étages, des dirigeants politiques et sportifs aux supporters en passant par les joueurs et les médias - de remporter à domicile la Can, après les sacres de 1992 au Sénégal et de 2015 en Guinée équatoriale.

Le chemin qui mène à la finale est cependant long. A commencer par le premier tour, qui ne devrait toutefois pas causer de problème aux hommes de Jean-Louis Gasset. Les Eléphants devraient disputer la 1ère place du groupe A avec le Nigeria, un géant d'Afrique. Car malgré leur progrès, la Guinée équatoriale et la Guinée-Bissau semblent condamnés à se battre pour une éventuelle troisième place de rattrapage.

Tout dépendra maintenant de la forme du moment pour le leadership du groupe. En effet, s'ils justifient d'un effectif très riche, les Eléphants devront gérer l'état physique et mental de leurs individualités. On pense notamment à leur milieu de terrain en or (Jean-Michel Seri, Seko Fofana, Franck Kessié), sans doute le plus costaud du continent mais dont on ne sait comment il arrivera en janvier en provenance de l'exil doré en Arabie saoudite de ses deux joyaux, Fofana et Kessié. De même, le capitaine de la sélection, Serge Aurier, fait banquette à Nottingham Forrest. En revanche, la Côte d'Ivoire enregistre des valeurs montantes en défense avec Wilfried Singo, Evan Ndicka et Odilon Kossonou. Du vent frais aussi en attaque avec Simon Adingra, Jean-Philippe Krasso et Jérémie Boga.▪

ZOOM

La maladie des riches

Avoir des éléments de haut niveau dans tous les compartiments est indéniablement un atout dans le football. Mais il peut s'avérer aussi que cette abondance donne des migraines. Les équipes du Nigeria et de la Côte d'Ivoire peuvent en témoigner, leurs sélectionneurs se trouvent en permanence dans un sacré embarras à l'heure de retenir notamment les attaquants de leur liste. Tenez ! Pour les Super Eagles le choix est à faire entre Simon (Nantes), Boniface (Leverkusen), Iheanachio (Leicester), Sadiq (Real Sociedad), Lookman (Atalanta Bergame) et Osimhen (Naples). Les Eléphants quant à eux disposent de l'inusable Max-Alain Gradel, Sébastien Haller (Dortmund), Boga (Nice), Krasso (Belgrade), Jonathan Bamba (Celta Vigo), Kouamé (Fiorentina) et de la pépite Adingra (Brighton). ▪

A SUIVRE

L'année de Victor Osimhen ?



On parle du « Ballon d'or » africain 2023 fraîchement couronné par la Caf. Mais l'attaquant de 24 ans doit surtout cette distinction à ses performances en club, lui qui est champion et meilleur buteur en titre d'Italie avec Naples, et qui est courtisé par tous les grands clubs européens et même par le plus grand de tous, Real Madrid. Le natif de Lagos a en revanche tout à prouver avec sa sélection. Avec déjà 20 buts en 28 sélections, il s'inscrit dans la lignée des grands attaquants du Nigeria. Sauf que ceux-là, Odegbami, Yekini, Ikpeba, Kanu, Siasia etc. ont gagné quelque chose avec les Super Eagles. La pression est donc énorme pour le buteur du Napoli avant cette Can 2023.▪

GROUPE B Stade Félix Houphouët-Boigny, Abidjan

Mozambique
Ghana
Cap Vert
Égypte









LE POINT

Promis au Ghana et à l'Egypte

Le recordman de l'épreuve se trouve dans ce groupe B. Avec 7 titres, l'Egypte représente toujours un épouvantail à la Can, même quand elle donne l'impression de ne pas être au mieux au départ. C'était déjà le cas lors de la dernière édition, mais les Pharaons amenés par leur unique star Mohamed Salah n'avaient perdu la finale le 6 février 2022 à Yaoundé qu'aux tirs aux buts devant le Sénégal de son coéquipier de Liverpool d'alors, Sadio Mané. L'Egypte repart en janvier 2024 avec la même configuration au niveau de son effectif, l'un des plus ancrés dans le championnat local. Le capitaine Mohamed Salah demeure le joueur le plus en vue, suivi de Elneny (Arsenal), Trezeguet (Trabzonspor) et de Mostafa Mohamed (Nantes).
Face à ce bloc solide égyptien s'appuyant sur une ossature des joueurs de Al-Alhy et de Zamalek, que peuvent les Black Stars ? Le Ghana est une vieille connaissance de la Can déjà remportée quatre fois, même si le dernier titre date de 1982. Entre temps, cette place forte du foot africain a tout de même perdu trois finales continentales. C'est dire qu'il faut toujours compter avec elle. Présents à la dernière Coupe du monde au Qatar en 2022, les frères Ayew et compagnie sont en quête d'un véritable rebond et peuvent s'appuyer pour cela sur de nouvelles étoiles comme Mohammed Kudus (West Ham), Abdul Samed (RC Lens), Ernest Nuamah (Lyon) et Inaki Williams (Athletic Bilbao). Il faudra alors un Mozambique et un Cap-Vert sublimés pour bousculer cette hiérarchie égypto-ghanéenne programmée dans le groupe B.■

ZOOM

Records en stock

L'Egypte, sept trophées en 10 finales disputées ; le Ghana, quatre trophées en neuf finales. Le duo de choc du groupe B domine les statistiques en termes de participations honorables en phase finale de la Coupe d'Afrique des nations de football. L'un et l'autre vont en Côte d'Ivoire avec le secret défi d'améliorer ces records : le top de la hiérarchie continentale pour l'Egypte, la seconde place pour le Ghana qui, en cas de sacre le 11 février à Abidjan, la partagerait alors avec le Cameroun qui compte cinq Can dans son armoire à trophées. A titre personnel, ce serait une première pour les capitaines actuels des deux sélections : Mohamed Salah a déjà perdu deux finales de Can (2017 et 2022) ; quant au Ghanéen André Ayew, il a perdu la finale en 2015 face à la Côte d'Ivoire.■

A SUIVRE

L'attraction Mohammed Kudus



Ce ne sera ni André Ayew ni son jeune frère Jordan qui seront l'attraction du Ghana pendant la Can 2023 qui se joue chez le voisin ivoirien. Le joueur à suivre des Black Stars se nomme Mohammed Kudus, milieu offensif de 23 ans révélé dans les rangs de l'Ajax d'Amsterdam au cours de la saison 2020-2021 de Champions League européenne. Transféré à West Ham United en Premier League au début de la présente saison, la nouvelle pépite du football ghanéen a disputé tous les 15 matches de championnat anglais inscrivant six buts et cinq matches de coupe d'Europe pour deux buts. Il sera forcément très attendu en Côte d'Ivoire.■

GROUPE C Stade Charles Konan-Banny, Yamoussoukro

Gambie
Cameroun
Guinée
Sénégal

LE POINT

Duel des Lions

A Yamoussoukro, c'est un combat de fauves qui va rythmer la compétition sportive-phare du continent. D'un côté, une équipe en pleine ascension, les Lions de la Teranga, champions d'Afrique en titre il y a deux ans en terre camerounaise, et de l'autre, une équipe du Cameroun sans stars et à la recherche de son lustre d'antan, mais toujours crainte pour son côté imprévisible et sa science éprouvée de la haute compétition. Depuis ce premier sacre à la Can, le football sénégalais surfe sur une vague de succès qui a déteint notamment dans les sélections des jeunes. Mais une grosse interrogation concerne l'état de forme de ses stars dont toute la colonne vertébrale (le gardien Edouard Mendy, les défenseurs centraux Kalidou Koulibaly et Abdou Diallo, les avant-centres Sadio Mané et Habib Diallo) a choisi – comme par enchantement - de poursuivre sa carrière dans le nouvel eldorado qu'est le championnat d'Arabie saoudite.

Et les Lions indomptables alors ? Ils sont loin de se porter mieux, mais pour d'autres raisons. D'abord la génération actuelle est en manque cruel de top-joueurs, et en plus elle perd sur blessure Bryan Mbeumo qui montait en puissance. Ensuite, le sélectionneur Rigobert Song se paie le luxe d'écarter encore de rares valeurs sûres à l'instar de Choupo-Moting l'attaquant du Bayern Munich pas retenu pour la Can. Enfin, la forte personnalité et immense popularité du président de la fédération de football, l'ex-star des pelouses Samuel Eto'o, crispent le débat autour de la sélection. Mais avec le Cameroun, sait-on jamais ?

Le groupe C étant le seul de la Can 2023 désigné « groupe de la mort » par les observateurs, il faudra compter aussi avec la Guinée. Le Syli national, depuis des décennies, traîne la réputation d'une équipe joueuse mais ne parvient pas à toucher le Graal. Cette fois, il a encore de solides arguments : une sérénité retrouvée autour du sélectionneur Kaba Diawara, et des joueurs qui carburent en Europe à l'image du meilleur buteur de la Bundesliga Serhou Guirassy (Stuttgart), Morgan Guilavogui (Lens) et Mohamed Bayo (Le Havre), bien encadrés par le capitaine Nabil Keita (Werder de Brême).▪







ZOOM

Sélectionneurs à la couleur locale

Kaba Diawara, l'ancien attaquant-vedette de l'équipe de Guinée passé notamment par le Paris Saint-Germain a été nommé sélectionneur depuis exactement deux ans. Il prenait la succession d'une longue liste de techniciens étrangers. Quoique chahuté au début, il a réussi à bâtir une équipe séduisante qui aura son mot à dire pendant la Can qui se déroule chez le voisin ivoirien. La tradition du recours systématique aux entraîneurs expatriés s'est aussi arrêtée brusquement au Cameroun en mars 2022, quand Rigobert Song Bahanag a pris le relais du Portugais Flavio Conceicao. L'ex-capitaine emblématique des Lions indomptables, très controversé pour ses choix et des relations difficiles avec certains joueurs-cadres, a néanmoins réussi à se qualifier pour la Coupe du monde 2022 et pour la Can. Imperturbable face à la critique, « Magnan », qui a lancé plusieurs jeunes en sélection, promet la fête en Côte d'Ivoire. Comme celle d'Aliou Cissé, le sélectionneur « local » du Sénégal au Cameroun en 2021 ? ▪



A SUIVRE

André Onana dans la lignée

Après avoir disputé la dernière finale de la Ligue des champions de l'UEFA avec l'Inter de Milan, perdue contre Manchester City, le gardien de buts camerounais de 27 ans a rejoint le mythique club anglais de Manchester United. Pointé du doigt pour le début de saison compliqué des Red Devils, il garde la confiance de son coach Eric Ten Hag qui l'a déjà eu sous ses ordres à Ajax Amsterdam. Formé à la Fundesport de Samuel Eto'o et à l'académie du FC Barcelone, André Onana fait assurément partie des meilleurs gardiens de buts de la planète. Ce n'est pas un hasard s'il a été nominé en 2023 tant pour le prix Yachine que pour le Ballon d'or. Il se situe dans la lignée des grands gardiens camerounais, Thomas Nkono, Joseph-Antoine Bell, Jacques Songo'o, Alioum Boukar ou Idriss Carlos Kameni. Disputant sa 3ème Can de rang, tous les projecteurs seront braqués en terre ivoirienne sur l'unique star des Lions indomptables de l'heure.▪



GROUPE D Stade de la paix, Bouaké

Algérie
Angola
Burkina Faso
Mauritanie

LE POINT

Les Fennecs et les autres

Que reste-t-il de l'équipe d'Algérie brillante vainqueur de la Can 2019 en Egypte ? Evidemment, leur bondissant et impétieux sélectionneur Djamel Belmadi, mais aussi leur capitaine au pied de velours Riyad Mahrez, ainsi que quelques cadres tels que le défenseur Aïssa Mandi, les milieux de terrain Sofiane Feghouli et Ismaël Bennacer, et l'attaquant Islam Slimani. Pour le reste, les Fennecs ne sont plus aussi saignants. On dirait qu'ils sont encore sonnés par leur élimination de la Coupe du monde en mars 2022 quand le Cameroun était venu à Annaba leur arracher le gâteau de la bouche. Néanmoins dans ce groupe D largement à leur portée, les Algériens sont promis à une place de leader et n'auront sans doute qu'eux-mêmes pour adversaires. On y suivra particulièrement le comportement des binationaux qui ont choisi la nationalité sportive algérienne à l'instar de Houssem Aouar (AS Rome).

Derrière les Fennecs, ce sont les Etalons du Burkina Faso qui pointent le bout de leur nez. Très réguliers ces dernières années, finaliste en 2013 et demi-finaliste lors de la dernière édition de la Can, le Burkina s'affirme désormais comme une valeur sûre du football africain. Il compte surtout sur un collectif décomplexé composé de bons joueurs dans tous les compartiments y compris dans les buts où les Etalons n'ont jamais brillé mais où ils peuvent compter désormais avec Hervé Koffi, portier de Charleroi en Belgique depuis 2016. Si leur principale vedette Bertrand Traoré fait banquette à Aston Villa, le grand défenseur Edmond Tapsoba (Bayer Leverkusen) fait en revanche autorité dans le championnat allemand.

L'Angola, habitué des Can, et la Mauritanie, qui y prend progressivement goût, devront sortir le grand jeu pour déjouer les pronostics largement en faveur des Fennecs, puis des Etalons.■







ZOOM

Angola, chef de file des lusophones

Ils seront quatre pays ayant pour langue officielle le portugais à participer à la Can 2023 en Côte d'Ivoire : le Cap-Vert, la Guinée-Bissau, le Mozambique et l'Angola. Ce dernier est le doyen de cette communauté, ayant déjà pris part à 9 coupes d'Afrique des nations avec deux quarts de finale à la clé (2008 et 2010). Les Palancas pourront-ils faire mieux cette fois ? La mission s'avère difficile pour l'Angola puisqu'il faudra d'abord sortir d'une poule où l'Algérie et le Burkina lui sont a priori supérieurs. Il restera la fenêtre des quatre meilleurs troisièmes pour passer au second tour. Et là, dans les matches à élimination directe, M'bala Zola, attaquant de la Fiorentina dans la Serie A italienne, fera défaut à l'équipe d'Angola puisque ce natif de France décliné l'appel de la sélection pour la Can ivoirienne.■



A SUIVRE

Slimani le globe-trotteur

C'est le joueur le plus capé (97 sélections contre 96 au gardien Raïs M'bolhi) de l'effectif actuel de l'équipe d'Algérie dont il est par ailleurs le meilleur buteur de l'histoire (44 réalisations). Ce véritable globe-trotteur évolue depuis juillet dernier dans un club brésilien, Coritaba, qui vient d'être relégué en 2ème division. Du coup, le serial buteur algérien songe à revenir dans le championnat de France après cette Can 2023. Il a déjà porté les couleurs de Monaco, Lyon et Brest en France, Anderlecht en Belgique, Sporting Lisbonne au Portugal, Leicester et Newcastle en Angleterre, Fenerbahce en Turquie, ceci après deux clubs algériens (Cerage et Belouizdad). A 35 ans, il est temps qu'il mette cette longue expérience pour l'objectif de la conquête d'une deuxième Can personnelle, après l'or de 2019.■



GROUPE E Stade Amadou Gon Coulibaly, Korhogo

Afrique du Sud
Namibie
Mali
Tunisie

LE POINT

Le Mali au milieu de l'axe nord-sud

Dans ce groupe E très ouvert, les Aigles du Mali se présentent comme des favoris logiques à l'accession au second tour. L'équipe entraînée par Eric Chelle, un ancien international qui a ramené la confiance dans les rangs, possède – sur le papier - l'un des meilleurs effectifs du continent notamment son milieu du terrain qui ferait des jaloux : Mohamed Camara (Monaco), Yves Bissouma (Tottenham), Amadou Haïdara (Leipzig), Cheikh Doucouré (Crystal Palace). La défense n'est pas mal non plus, avec le capitaine Hamari Traoré (Real Sociedad) et le Montpelliérain Falaye Sako. Sans oublier l'excellent gardien Djigui Diarra qui évolue dans le championnat de Tanzanie.

Toujours placée mais jamais sacrée, la sélection malienne aura pour principal challenger dans ce groupe E les Aigles de Carthage qui, eux, ont déjà soulevé le trophée de l'unité africaine. Côté tunisien justement, on avance en toute discrétion dans cette Can 2023. Un peu comme chez les Bafana-Bafana, autre anciens vainqueurs de la Can, sans grande prétention. L'Afrique du sud est un géant endormi depuis plusieurs années et comptera surtout sur la virtuosité de son attaquant-vedette Percy Tau qui brille avec Al-Alhy du Caire en Ligue africaine des champions. ▪

ZOOM

Combat des Aigles

Les enjeux du groupe E risquent bien de se limiter à une bataille entre Aigles, ceux du Mali et ceux de Carthage (Tunisie). Car la sélection de l'Afrique du sud en perte de vitesse depuis plusieurs saisons devra se surpasser pour ravir l'une des deux premières places qualificatives directement. En fait, chose curieuse, chez les Bafana-Bafana, l'attraction pourrait être la personnalité du sélectionneur : le Belge Hugo Broos avait, contre toute attente, remporté la Can 2017 avec une équipe du Cameroun pas au meilleur de sa forme. Les mêmes causes pourront-ils produire les mêmes effets ? Difficile à dire.

Dans le combat de grands rapaces diurnes dans ce groupe très ouvert, les Maliens vont avec un léger avantage, disposant d'un meilleur effectif apparemment apaisé sous les ordres du sélectionneur local Eric Chelle. En face, sans déployer un jeu terrible, les Tunisiens sont pourtant toujours présents dans les grands rendez-vous. Ça promet !▪









A SUIVRE

Mohamed Camara

L'AS Monaco a le don de dénicher de jeunes joueurs talentueux perdus dans des clubs anonymes pour les mettre ensuite sous la lumière. A la suite des Bernardo Silva, Fabinho, Tchouaméni et même Mbappé, le club du Rocher donne à voir cette saison le milieu défensif malien de 23 ans, Mohamed Camara. Piqué à RB Salzbourg pour 15 millions d'euros, celui que l'on compare volontiers à Ngolo Kanté est éblouissant dans l'entrejeu monégasque depuis son arrivée. Formé au Real de Bamako à l'académie de Jean-Marc Guillou, il a rapidement explosé dans le championnat autrichien où il a passé trois saisons pleines. Avec les Aigles du Mali, il compte 22 sélections et deux buts. Il représente surtout la nouvelle force de frappe du pays de feu Salif Keïta.▪



GROUPE F Stade Laurent Pokou, San-Pedro

Tanzanie
Zambie
RD Congo
Maroc

LE POINT

Qui pour accompagner les Lions de l'Atlas ?

Pas besoin d'être magicien pour savoir que le groupe F de la Can 2023 est promis aux Lions de l'Atlas. Le Maroc est l'équipe africaine la plus performante de l'année 2023. Et pour cause, coach Walid Regragui et ses poulains sont devenus en décembre 2022 la première sélection venue d'Afrique à atteindre le dernier carré de la Coupe du monde. S'ils ont perdu la demi-finale contre la France, ils avaient déjà réussi l'exploit d'écœurer tour à tour trois grandes nations européennes : la Belgique, l'Espagne et le Portugal. Suffisant pour que l'équipe du Maroc soit présentée comme la grande favorite, non seulement de son groupe au 1er tour, mais de l'ensemble même de la compétition de la 34ème Can.

Depuis leur brillante performance à la Coupe du monde qatarie, les Lions de l'Atlas ont conservé le même staff, le même effectif (Ziyech, Amrabat, Hakimi, Aguerd, Ounahi, Harit, En-Nesyri) du reste renforcé avec la révélation de Bayer Leverkusen (Amine Adli), la même qualité de jeu et la même rage de vaincre. Avis à leurs futurs adversaires dont les Tanzaniens, les Zambiens et les Congolais de Kinshasa qu'ils rencontrent dans le groupe F de la Can 2023. Les « Taïfa Stars » de Tanzanie peuvent d'ailleurs témoigner de la force du Maroc, eux qui ont été vaincus par le Maroc (0-2) à domicile le 21 novembre dernier lors de la 2ème journée des éliminatoires de la Coupe du monde 2026.

Si la Tanzanie vient surtout apprendre, la Zambie et la RDC, anciens vainqueurs et régulièrement dotés de joueurs de talent, peuvent tutoyer l'ogre marocain. Reste à savoir qui des deux challengers accompagnera directement le patron au second tour.▪









ZOOM

Tanzanie, indication géographique

Grâce à son championnat national professionnel de très haute facture, qui attire les joueurs émergents issus de toute l'Afrique subsaharienne, les amoureux du foot peuvent depuis quelques années placer aisément le nom Tanzanie sur une carte du continent. Et conséquence logique de ce développement rapide de son football local, voici la Tanzanie qui a obtenu son ticket pour le grand rendez-vous du football en Afrique, la Can. Ce ne sera pourtant pas une grande première, après les expériences des phases finales de la Can en 1980 et en 2019.

L'ossature de l'équipe nationale est ainsi constituée des joueurs issus des deux grands clubs du pays qui font aussi fureur sur la scène continentale, Simba SC et Young Africans. Le capitaine Mbwana Aly Samatta (Genk, Belgique) fait partie des rares, trois ou quatre, joueurs internationaux tanzaniens évoluant en Europe ou en Asie. D'ailleurs, même le staff technique est africain : trois techniciens algériens.▪

A SUIVRE

Achraf Hakimi, le monsieur plus

Le piston droit du Paris Saint-Germain figure sur le podium du palmarès du «Ballon d'or africain» 2023. Il ne s'agit point d'une anomalie. Ce défenseur plus habile offensivement se fait remarquer par sa classe depuis plusieurs saisons maintenant. Formé au Real de Madrid, ville dans laquelle il est né il y a 25 ans, il a ensuite offerts ses services dans deux autres grands clubs européens, Dortmund en Allemagne et Inter de Milan en Italie, avant de séduire le PSG où il est un titulaire indiscutable depuis trois saisons malgré le défilé des entraîneurs sur le banc du club francilien.

Avec le Maroc, avec lequel il a déjà disputé deux Coupes du monde (Russie 2018 et Qatar 2022) il est devenu un cadre, et même un facteur X, quand il lui arrive de débloquer des matches par ses coups francs magistraux, comme deux fois lors de la dernière Can…▪



YAHIA BELASKRI
Écrivain



Et demain ?

L'année 2023 a été jalonnée d'événements dramatiques, voire tragiques ayant pour conséquence la mort de femmes et d'hommes innocents emportés par les séismes, les conflits et les guerres quand ce n'est pas la traversée du désert et de la mer qui les fait rompre.

Il y a bien sûr le dérèglement climatique qui a été cause de maints accidents qui ont emporté maisons et rêves, les feux de forêts au Canada, les tempêtes en France et ailleurs. Sans oublier les séismes. Deux d'entre eux ont ébranlé nos fragiles certitudes, l'effroyable tremblement de terre en Anatolie turque et au Nord de la Syrie en février qui a occasionné 56 000 morts et des milliers de blessés. En septembre, c'est Marrakech (Maroc) qui a été ébranlé, 3000 morts et beaucoup de désespoir.

Restent imprimées en nous quelques images : celle d'un père tenant la main de sa fille ensevelie sous les décombres, et ce nouveau-né encore relié à sa mère morte par le cordon ombilical.

Comment survivre à cela ?

Il y a les guerres et conflits qui ravagent les Hommes. Depuis février 2022 et l'invasion de l'Ukraine par la Russie, les Ukrainiens ont pris la route de l'exil, des milliers d'autres sont morts sous les bombardements de l'armée de Poutine.

L'Arménie isolée, oubliée par la communauté internationale, subit l'étau géopolitique de la Russie et de la Turquie mêlées, laissant les mains libres à l'Azerbaïdjan pour conquérir le Haut Karabakh, vidé de ses populations arméniennes. En 1894 et 1896, en 1909, à Adana et dans toute la Cilicie, les Arméniens ont été massacrés, préfiguration du génocide de 1915.

La suite ce sera quoi ? S'en prendre à l'Arménie comme il y a plus de cent ans peut-être. Dans l'indifférence générale.

La guerre au Yémen qui oppose les Houthis au gouvernement central soutenu par l'Arabie saoudite et les Etats-Unis qui dure depuis 2014 et dont les enfants sont les premières victimes selon les organisations internationales. Au Soudan, une guerre sanglante rythme la vie des populations. En Somalie, en Birmanie, au Burkina Faso, en Syrie -une guerre qui dure depuis 2011-, au Nigéria, des Hommes meurent au soleil. A Gaza, la guerre endeuille les femmes et les hommes sous le regard de la communauté internationale divisée, incapable de trouver une solution qui mettrait fin aux souffrances et aux traumatismes des populations. Et comme si le conflit n'était pas suffisant, s'est fait jour un antisémitisme insupportable et inacceptable.

Comment faire entendre la voix de la paix quand tout n'est que fureur ?

Il est important de rappeler que cette fureur n'est pas nouvelle. Les années précédentes et celles plus anciennes n'ont pas été moins dures. Peut-être que l'année 2023 nous laisse pantois car tout est brouillé et que l'assignation à choisir son camp -quel camp puisque toutes et tous sont de notre clan- domine et ne laisse pas de place à la simple conversation, encore moins au débat.

Quant aux corps sans sépulture enfouis en Mer Méditerranée, ils sont plus de deux mille cinq cents pour l'année 2023 ; on les appelle « disparus », il n'y a pas de corps, pas de deuil possible.

Comment survivre à cela ?

Et demain ? Il y a du chemin. Celui qui mène à l'Espérance, cette possibilité d'agir afin de repousser les ténèbres qui menacent notre humanité. L'espérance c'est la résistance à l'ignominie et pour un monde différent où nous pouvons essayer de vivre en harmonie avec l'autre, les autres. L'espérance passe par le beau, « ultime barrage à une horreur fondamentale » (Lacan). Que reste-t-il de Troie ? Rien mais L'Iliade a survécu. S'il « n'y a pas de livre qui ait empêché un enfant de mourir » (Sartre), lui donner à lire un livre par semaine et toutes les batailles seront gagnées, non celles guerrières et meurtrières, celles de la rencontre et du partage. C'est ainsi nous ne guérirons pas de nos cœurs et refuserons résolument le crime.▪

Il y a les guerres et conflits qui ravagent les Hommes. Depuis février 2022 et l'invasion de l'Ukraine par la Russie, les Ukrainiens ont pris la route de l'exil, des milliers d'autres sont morts sous les bombardements de l'armée de Poutine.

L'AFRIQUE AU COEUR DE L'INFO MONDIALE



- **Le magazine qui offre** une nouvelle grille d'analyse et de lecture du continent
- **Plus de repères** sur cette Afrique qui bouge et gagne
- **Un regard visionnaire** sur l'Afrique d'aujourd'hui et de demain

www.notreafrik.com **@NotreAfrik** **NotreAfrik**

La version digitale est disponible sur :

ANDROID APP ON Google play

Available on the App Store



DÉCOUVREZ VISTA BANK.
UNE BANQUE VISIONNAIRE QUI PLACE LE CLIENT AU CENTRE DE TOUTES LES DÉCISIONS.

Vista Bank contribue à l'inclusion financière de l'Afrique et participe à son développement socio-économique.

Pour en savoir davantage, consultez notre site vistabankgroup.com

VISTA
BANK